

LE MONDE
DIMANCHE
de l'été

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F
Abonnés : 200 F/an (France), 250 F/an (Étranger), 100 F/an (Suisse), 120 F/an (Autres pays).
Télégrammes : 246 72 23
Tél. : 246 72 23

Le blé américain pour l'U.R.S.S. Ce qui est bon pour les États-Unis

En année électorale

Après des semaines de consultations et d'intermèdes, le président Reagan s'est résolu à laisser « explorer » par son administration la possibilité de reconstruire pour un an l'accord sur les ventes de céréales à l'Union soviétique qui venait à expiration le 30 septembre. Si l'U.R.S.S. accepte ce compromis, ce sera la seconde fois que les États-Unis y auront recouru, le premier ayant été conclu l'année dernière, lorsque pour éviter d'avoir à négocier un prolongement à l'accord de 1975 portant sur le long terme.

Washington espère ainsi faire sentir la précarité de ses engagements à un client en mal d'assurance. Le secrétaire au Trésor a même évoqué l'hypothèse d'un nouvel embargo au cas où l'U.R.S.S. se rendrait coupable d'un « crime odieux ». Avertissement sans frais et sans conséquence pour le présent puisque les grandes entreprises sont prêtes à fournir aux acheteurs soviétiques les millions de tonnes nécessaires de blé et de maïs nécessaires à compenser une récolte dévastée de ces céréales sur la terre russe.

A l'inverse, les moissons américaines ont été pitoyables, si bien qu'en temps « normal » il apparaîtrait logique que le producteur américain aille s'approvisionner chez le superproducteur. Avec cette réserve : à l'époque de la « normalisation » politique, les États-Unis jugent qu'il faut marquer le coup et faire sentir le poids de leur approvisionnement.

Reste la manière dont ils s'y prennent. La reconduction du contrat céréalière ouvre, de toute évidence, une brèche dans l'arsenal des « représailles » mises en œuvre par les États-Unis à l'encontre de l'U.R.S.S. Les arguments de Washington, faibles, mais non entendus, l'ont été par les États-Unis « font ce qu'ils peuvent » pour contraindre Moscou, et d'autre part que les livraisons de céréales ne contribueront évidemment pas à renforcer la puissance militaire de l'U.R.S.S. ne feront pas oublier qu'il leur était possible de s'interdire la vente de céréales à l'Union soviétique. C'est, dit-il, le vrai sacrifice des États-Unis pour le trop-plein céréalière des États-Unis, mais c'est aussi conforme à l'esprit de croisade antisoviétique que M. Reagan voudrait insuffler à l'Occident.

C'est d'ailleurs ce que préconisaient les « élites » de l'entourage présidentiel. Ils ont été écoutés, mais non entendus. L'instinct du fermier du Mid-West l'a emporté sur la cause du châtiment à infliger à l'U.R.S.S. pour son incontinence. En année électorale — en novembre, la totalité des sièges de la Chambre des représentants et le tiers des sénateurs seront soumis à réélection. — Il est donc défectueux de méconnaître une catégorie sociale qui n'est déjà pas si florissante et qui vote en général républicain.

C'est sans nul doute le motif principal de la décision du président Reagan. Toutes les circonstances dont l'entourage de Washington officiel trahissait l'embarras où le plonge ce geste de charité bien ordonnée. Le même jour, le sous-secrétaire au commerce, M. Lionel H. Ohmer, réitérait devant une commission du Sénat l'intention de son gouvernement de pénaliser les firmes contravenant à l'embargo américain sur le matériel fabriqué sous licence et destiné au gazoduc sibérien.

Il y aura donc deux poids et deux mesures. Les États-Unis s'autorisent à alimenter l'U.R.S.S. mais défendent à leurs alliés de l'aider à s'équiper, fût-ce à leur profit. La morale de l'histoire est qu'il n'y en a guère.

n'est pas bon pour les alliés

nous déclare M. Jobert

Le gouvernement ouest-allemand a réagi à la décision du président Reagan, vendredi 30 juillet, de prolonger d'un an le contrat de livraison de céréales à l'Union soviétique. Le porte-parole gouvernemental a estimé que les raisons invoquées par le président américain n'étaient « pas convaincantes », et qu'elles étaient « peu convaincantes ». M. Jobert nous a déclaré de son côté samedi 31 juillet : « Voilà qui est clair : ce qui est bon pour les États-Unis ne l'est pas pour leurs alliés. Comment les États-Unis peuvent-ils penser que ceux-ci accorderont le moindre crédit à une croisée antisoviétique aussi cyniquement subvertie par les États-Unis eux-mêmes ? » Les affaires d'abord, ce n'est pas très bien en Amérique ! Cela signifie présentement 24 millions de tonnes de blé vendues contre des devises fortes à l'U.R.S.S. Qui a fait mieux ?

(De notre correspondant.)

Washington. — C'est à une note mal taillée que le chef de l'exécutif s'est résolu : les Américains, maintenant leurs « sanctions » contre le pays qui a profité l'afghanistan et provoqué l'insurrection de la région du Pachtounistan, lui ont refusé le renouvellement du contrat de blé, qui avait été signé en 1975 et interrompu par l'embargo imposé par M. Carter en janvier 1980 à la suite de l'intervention en Afghanistan. Mais, à l'approche des élections partielles de novembre, l'administration Reagan ne peut pas prendre le risque de mécontenter les milieux agricoles durement touchés par la hausse des taux d'intérêt, la chute du prix des terres et une succession de récoltes pitoyables.

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 3.)

L'accident de l'autoroute A-6, près de Beaune

• 53 morts dont 44 enfants
• M. Mauroy lance un appel à la prudence

Les départs en vacances du 31 juillet ont été marqués par de nombreux accidents de la route. Le plus grave a eu lieu, dans la nuit de Beaune, sur l'autoroute A-6, où deux autos, qui roulaient dans le sens Paris-Provence, sont entrées en collision et ont pris feu. On dénombrait samedi en fin de matinée cinquante-trois morts dont quarante-quatre enfants, originaires de l'Oise, et une trentaine de blessés.

L'heure n'est pas aux sermons ni aux incantations devant ces dix-dix-dix, de larmes et de deuils. L'imprudence, la folie inconscience d'hommes et de femmes qui — en dépit des campagnes, des avertissements et des conseils assésés par les médias depuis plusieurs jours — ne veulent pas comprendre « que ça se termine pas qu'en cas de » ont abouti dans une nuit d'été 1982 au plus tragique accident que les routes françaises aient jamais connu. Le fait que la très grande majorité des victimes soient des enfants, fustigés dans leur sommeil, ajoute l'odieux à l'abominable, car, voilà que l'innocence est tuée par l'irresponsabilité de ceux qui se disent adultes.

Chaque week-end apporte son lot de terrifiants bilans : des centaines de morts et de blessés, des familles anéanties, des espoirs perdus, la transformation d'hommes et de femmes en infirmes à vie, des charges énormes pour la Sécurité sociale et un surcoût dévastateur pour l'économie. Mais on s'efforce de faire des statistiques malgré toutes les mises en garde, et à se nourrir d'une

MM. Charles Fierman, ministre des transports, et André Henry, ministre du temps libre, ainsi que Mme Edwige Arice, ministre déléguée chargée de la jeunesse et des sports, se sont rendus sur les lieux du choc des blessés.

M. Mauroy a lancé un appel « à tous les automobilistes leur demandant de faire preuve de responsabilité, notamment quant au respect des limitations de vitesse ».

Interdire l'accès aux autoroutes par les bretelles lorsque les voies sont déjà surchargées. Si le trafic des poids lourds est quasiment interdit pendant les week-ends, ne faudrait-il pas élargir cette règle aux véhicules et aux poids lourds ? De même, il est souhaitable de faire preuve de plus de rigueur à l'égard des caravanes.

Mais, dans le cas de l'accident de Beaune, c'est la circulation des autos et leur vitesse qui sont en cause. La nuit la raison commande (mais un peu tard) d'interdire, voire d'obliger, les cars de tourisme, surtout ceux qui transportent des enfants vers les lieux de vacances, d'une part, à ne pas prendre la route au moment précis où celle-ci est engorgée, d'autre part, à ne pas dépasser les 90 kilomètres-heure, plafond raisonnable.

Voilà donc repoussée la sacro-sainte question de la vitesse, celle de la formation des conducteurs et de leur sens des responsabilités, et enfin un problème politique. Ce gouvernement se décidera-t-il à agir par la seule voie efficace, puisque la persécution est vaine, c'est-à-dire la contrainte ? Ne l'a-t-il pas déjà fait, face à d'autres dangers, pour tenter de juguler l'inflation, extirper le terrorisme, ou reconquérir le domaine public maritime ?

Il n'y a pas à le démentir pour les libertés car sinon au bout de l'insouciance, de l'irresponsabilité et de l'indifférence, il y a la mort massive et irréversible.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire page 14.)

PAGE 2

PANAMA : le chef de l'État, M. Royo, donne sa démission

PAGE 5

OUTRE-MER : le gouvernement fixe sa politique de développement des DOM

La politique de l'égoïsme

par MAURICE DUVERGER

La plus grande puissance du monde peut-elle se permettre de poursuivre une politique d'égoïsme national ? De la réponse à cette question dépendent les relations entre l'Europe et les États-Unis et le sort de l'univers entier. Elle se pose en permanence. Estompée sous les prétextes qui inondent le côté moralisateur de la culture collective, elle devient plus aiguë avec ceux qui en ont le style homme d'affaires, tous oscillant plus ou moins entre la Bible et Wall Street. Le dynamisme de M. Reagan aggrave les angles qu'arraisonnaient la mollesse de M. Carter. Mais les choses ne changent guère dans le fond.

Certains voient dans l'histoire américaine une alternance entre des phases d'introversion et des phases d'expansion, entre l'isolationnisme et l'interventionnisme. En réalité, les deux attitudes sont constamment mêlées. Elles procèdent d'un même sentiment fondamental : les autres n'ont d'importance que par rapport à soi-même. Tantôt on les ignore, tantôt on les utilise. Ce comportement s'est formé tout naturellement au cours des générations dans une nation dont les voisins n'étaient pas de taille suffisante pour s'opposer à ses desseins. A l'abri des fureurs intercontinentales, il tend à persister dans les zones d'influence déterminées par l'accord des deux Super-Grands. Au fond de leur inconscience, les États-Unis ne cessent-ils pas le rêve de généraliser la technique de Monroe pour élargir à la mortie du monde leurs chasses gardées ?

En tout cas, ils manifestent une superbe indifférence aux intérêts de l'humanité en général et de leurs alliés en particulier. En détruisant le système de

Bretton Woods, l'abandon de la convertibilité du dollar a été le véritable déclencheur de la crise mondiale, que les chocs pétroliers ont ensuite accentuée. Il demeure l'obstacle fondamental qui empêche la reprise. Il est aggravé par les variations incontrôlées du billet vert et par le niveau démentiel des taux d'intérêt. Certes, le redressement de l'économie américaine est le moteur indispensable au redressement de l'économie mondiale. Mais l'absence d'une monnaie internationale stable et la chute du crédit prolongent la dépression pour l'une et l'autre.

L'Europe est fort gênée par ces obstacles, qui lui font payer cher le pétrole dont elle est dépendante, et le prix d'un flux d'argent qui se détourne vers les États-Unis. Ils briment directement ses entreprises en prétendant soumettre à l'embargo leurs produits sous licence destinés à l'U.R.S.S. Rien de plus spectaculaire en l'occurrence que l'argument de la solidarité occidentale en face des Soviétiques. Leur développement militaire n'est pas plus favorisé par les futures devises tirées d'un contrat de gaz que par les livraisons actuelles de blé américain. Celles-ci permettent d'affecter à la fabrication des armes les travailleurs russes qui seraient obligés sans cela de produire des céréales pour nourrir leurs compatriotes. L'avantage n'est pas plus grand quand les travailleurs en question sont libérés par les livraisons d'équipements industriels.

La défense commune de l'Occident est beaucoup plus affaiblie par la crise matérielle qui ébranle le Vieux Continent, par les menaces qui se multiplient sur le golfe Persique et par les fissures que le dressissement de Washington entraîne dans l'alliance atlantique.

En vérité, la question posée au début de cet article a été mal formulée. Tous les pays pourraient-ils des politiques d'égoïsme national : les petits comme les grands. Les appels à la solidarité ne modifient guère de telles situations. Le problème exact est le suivant : les États-Unis vont-ils comprendre que « leur politique d'égoïsme est contraire à leur véritable intérêt national » ?

Si les permettaient que la seconde concentration industrielle du monde, située entre l'Asie du Nord et l'U.R.S.S., tombe dans la mouque de l'U.R.S.S., celle-ci dominerait la terre et leur indépendance ne subsisterait plus très longtemps. Envisager que cette somme puisse être soumise à des batailles nucléaires limitées comme l'a fait le président Reagan voilà quelques mois, aggraver ses difficultés économiques comme il le fait maintenant, affaiblir la coopération avec elle par une attitude omnipotente qui tend à transformer les alliés en satellites, c'est renforcer l'Union soviétique et sacrifier les intérêts fondamentaux des États-Unis.

La pacification, le neutralisme, le désarmel qui se répandent de ce côté de l'océan sont développés par la politique égoïste menée de l'autre côté. Après quatre années où le navire américain a paru sans pilote, le voici maintenant conduit sans souci de la flotte. S'il l'enlève, ainsi sur les reliefs, lui-même n'en rattrapera pas.

AU JOUR LE JOUR

Homicide

Un hypermarché du Haut-Rhin a vu son chiffre d'affaires dégringoler, en deux semaines, à cause d'une folle rumeur. On dit qu'un serpent caché dans un régime de bananes. La direction traque, prime à l'appui, les colporteurs.

Pourquoi colporter — et croire — de telles rumeurs, quand la réalité quotidienne les déçoit ? Il n'est pas besoin d'évoquer des serpents homicides là où l'homme suffit.

BRUNO FRAPPAT.

AU FESTIVAL D'AVIGNON

La ligne japonaise

La ligne japonaise du Festival, on l'aperçoit dans Richard II, par le Théâtre du Soleil. On la trouve aussi dans la rétrospective du cinéaste Imamura et le grouillement trouble d'un pays éreinté ; dans les amours de Tsujimura et de ses poupées perverses ; chez les danseurs du Dairakudo Kan, marqués par le traumatisme de Hiroshima ; et, point de jonction d'une culture très ancienne et d'une civilisation très neuve, chez Kazuo Ohno, l'unique.

A minuit, Kazuo Ohno dansait dans une église haute à moitié démolie, l'église des Célestins, vaguement rumpée. Juste assez pour que les murs ne s'écroulent pas. Mais rugueux et sarrasins que les siècles ont grattés, murs sans âges, massifs, et qui pourtant s'envoient en l'air, les grimaces des danseurs, les grimaces des Célestins, en dépit de ses murs, laisse passer tous les bruits. Même après minuit, la circulation est active dans les rues alentour.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 7.)

POINT INFORMATION (S)

Deux malheureuses affaires illustrent, une nouvelle fois, le climat existant entre la presse et le gouvernement. Dans ses éditions datées du 30 juillet, le Monde donnait à ses lecteurs différentes informations concernant le budget de l'État pour 1983, actuellement en préparation. La fait que ces informations aient été reprises — et volontairement déformées — par plusieurs quotidiens justifie-t-il le communiqué du ministère du budget déclarant que, « comme chaque année à pareille époque, de fausses rumeurs commencent à circuler » ? Les services de M. Fabius dénoncent les « prétendues informations » données et estiment que celles-ci « qui alimentent (...) souvent une campagne politique sont donc sans aucun fondement ». Le communiqué se termine sur l'affirmation qu'il n'est pas question d'augmenter la pression fiscale en 1983.

Il y aurait de très nombreuses choses à répondre à pareil communiqué, écho désagréable des propos outranciers tenus à l'égard de la presse par certains responsables socialistes lors du congrès de Valence d'octobre 1981. La rumeur du jour-là — c'est évident — n'est pas d'attendre qu'une information soit rendue officielle pour traiter le sujet. Que deviendrait la presse si une telle attitude devenait la règle ? Les socialistes étaient plus respectueux des devoirs de la presse lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Est-il étonnant qu'aujourd'hui l'État ne s'occupe plus de la recherche de l'information ?

En l'occurrence, les informations publiées par le Monde sur la préparation du budget 1983 étaient exactes. Elles donnaient une bonne idée des travaux menés par le gouvernement en cette fin du mois de juillet. Le Monde n'a d'ailleurs jamais parlé d'augmentation de la pression fiscale, mais d'alourdissement de l'impôt sur le revenu pour les contribuables aisés, ce qui est différent. Faut-il, à en croire, souligner que, bien avant le Monde, différents ministres, et M. Mauroy lui-même, avaient annoncé cette nouvelle.

Autre exemple, l'affaire du rapport Cambau et de la taxation des résidences secondaires. Au lieu de faire savoir calmement que la publication du rapport dans le Monde du 28 juillet des propositions du rapport Cambau que celles-ci n'avaient aucune chance d'être retenues par le gouvernement, le ministre de l'urbanisme s'est cru obligé, en pleine polémique, de « décharger » l'auteur du rapport et de « dissoudre » le groupe de travail.

Manque de sang-froid...

(Lire page 12.)

AFRIQUE

Afrique du Sud

LE PROJET « RÉFORMISTE » DE M. BOTHA

- Les Métis et les Indiens participeront à la vie parlementaire
- La politique des bantoustans sera poursuivie

Johannesburg. — Exposé pour la première fois publiquement au parlement national réuni à Bloemfontein, le « projet réformiste » de M. Pieter Willem Botha, s'il suscite déjà de nombreux commentaires, ne satisfait pas véritablement aux fondements de l'apartheid. Le discours prononcé vendredi 30 juillet par le premier ministre s'est articulé au tour de quatre grands thèmes : décentralisation accrue du pouvoir régional et local, création d'un pouvoir central exécutif « fort », participation des Indiens et des Métis à la vie parlementaire, — ce qui était jusqu'ici réservé aux Blancs — et poursuite de la politique des bantoustans pour les Noirs.

A une date encore indéterminée (dès l'an prochain peut-être), deux millions et demi de Métis et huit cent mille Indiens seront inscrits dans les listes électorales. Leur nombre et les conditions de leur désignation n'ont pas été précisées, mais, définissant les lignes directrices de sa réforme, M. Pieter Botha a très clairement délimité le champ de leur action et l'étendue des pouvoirs législatifs qui leur seront conférés. Développement séparé, oblige, la chambre élue par les Indiens s'occupera des affaires indiennes, celle des Métis des problèmes métis, et celle des Blancs des questions concernant les Blancs. Chaque groupe ethnique considérant, d'après M. Botha, que « ses croyances religieuses, son éducation et son mode de vie dans sa zone résidentielle propre (...) sont parties intégrantes de son identité de groupe », il n'est pas question de toucher, pour l'instant, à la pierre angulaire de l'apartheid, la « ségrégation des groupes » qui a été indiquée à chacun des groupes et il doit vivre.

Les trois chambres représenteront la nouvelle Assemblée nationale. « Il faut faire une distinction », a expliqué le premier ministre, entre les affaires communautaires et les problèmes communs. L'exécutif décidera donc, avant l'introduction de chaque projet de loi, si le texte concerne une communauté en particulier, ou s'il relève de l'As-

De notre correspondant

semble tout entière. Dans ce dernier cas, le projet devra obtenir la majorité dans les trois chambres pour avoir force de loi. Si, malgré « les nouvelles procédures parlementaires qui seront établies pour promouvoir le consensus », l'accord est impossible, c'est le conseil du président, revu et transformé en « super-Parlement » qui tranchera.

Un exécutif fort

C'est le second changement important annoncé par M. Botha, organe purement consultatif jusqu'ici, le « conseil du président », établi en 1978 par le premier ministre pour servir de conseil au gouvernement, mais sa puissance est singulièrement renforcée. Ses membres, nommés par M. Botha, seront désormais ministres poursuivis sa mission de conseiller au gouvernement, mais sa puissance est singulièrement renforcée. Ses membres, nommés par M. Botha, seront désormais ministres poursuivis sa mission de conseiller au gouvernement, mais sa puissance est singulièrement renforcée.

Ici entre en scène la plus controversée des mesures présentées par le premier ministre : la mutation de l'actuelle présidence, purement honorifique, de la République, en exécutif fort et souverain. Le prochain titulaire de cette fonction, qui détiendra non seulement l'essentiel de l'exécutif mais aussi, via le « conseil du président », à qui il devra soumettre toute initiative et une bonne partie du pouvoir législatif, sera élu pour cinq ans par un collège électoral de quatre-vingt-cinq membres. Ceux-ci seront désignés par les trois chambres selon le scénario suivant : treize Indiens et vingt-

cinq Métis (soit trente-huit « non blancs ») et cinquante Blancs (1). On ignore si l'Assemblée aura ou non la capacité de renverser le gouvernement, mais le président exécutif, qui pourrait bien être M. Botha lui-même, puisque la fonction de premier ministre disparaît, ne perdra constitutionnellement son fardeau qu'en « se démettant », ou « d'incapacité physique ou mentale ». Il aura, en surplus, le pouvoir de dissoudre l'Assemblée.

Déjà l'opposition libérale anglophone et les sionistes d'extrême droite ont crié à la dictature. Beaucoup estiment que M. Botha, ayant définitivement fixé son image réformiste dans l'opinion, cherche à concentrer le maximum de pouvoirs entre ses mains afin de poursuivre tranquillement la ligne qu'il s'est tracée.

En attendant, les vingt-six millions de noirs du pays (70 % de la population) ont été une fois de plus, si l'on excepte la partie qui leur est attribuée au niveau du pouvoir municipal, dans leurs propres « townships », les grands absents de ce rendez-vous sud-africain avec l'histoire. Le premier ministre a proposé de concéder des pouvoirs à leur endroit, « comme nous, malgré les différences d'origine et de culture, la majorité croit en Dieu, à la famille, à la moralité (...) et à la propriété privée (...) ». Comme nous, ils ont droit à la liberté et à l'autodétermination (...). Mais cette autodétermination, ce n'est pas en République sud-africaine qu'ils devront l'exercer, mais dans « leurs propres états ».

Pour ce faire, et dans l'intérêt du développement d'une future « Confédération d'Afrique australe », un « sommet » entre Présidents, les capitales des quatre Républiques d'ici, « indépendantes », sera réuni en novembre prochain. D'ici là, il est probable que les congrès nationaux des quatre provinces de la République, auront entériné l'essentiel d'un « projet réformiste ».

PATRICE CLAUDE.

(1) L'actuelle législature comprend deux cent soixante-cinq députés blancs.

ASIE

AU COURS DE SON VOYAGE EN ASIE DU SUD-EST

M. Thach, chef de la diplomatie vietnamienne, s'est refusé à discuter des « affaires intérieures » du Cambodge

Bangkok. — M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, a achevé, le vendredi 30 juillet en Thaïlande, un voyage qui l'a successivement conduit à Singapour, en Birmanie et en Malaisie (il se rendra, cet automne, en Indonésie et aux Philippines), et qui semble s'être mieux terminé qu'il n'avait commencé. Avant d'évoquer d'entrée de jeu, une possible relance de la subversion dans les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1) en cas d'actions hostiles de leur part, comme avait cru le comprendre M. Dhanabalan, ministre singapourien des affaires étrangères, M. Thach s'est, en tout cas, abstenue d'employer à démentir de telles intentions, laissant entendre que Hanoi se réservait un simple « droit à l'autodéfense ». Les autorités de Bangkok, à priori plus que méfiantes à son égard, ont finalement apprécié que leur visiteur se soit montré très préoccupé de mettre un terme à une politique de confrontation et très conscient des inquiétudes thaïlandaises quant à la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge.

M. Thach a indiqué que le retrait du Cambodge d'une partie des troupes de Hanoi, annoncé à Ho-Chi-Minh-Ville lors de la récente conférence des ministres indochinois des affaires étrangères, était achevé, mais il a réitéré, pour des raisons de sécurité, de divulguer les détails de cette opération. L'agence vietnamienne de presse a évoqué le départ de « seize unités » sans que l'on sache à combien d'hommes ce chiffre correspond. Le mystère qui a entouré cette annonce a nourri le scepticisme d'un certain nombre d'observateurs, convaincus que, derrière ce mouvement, se dissimule une rotation normale du corps expéditionnaire.

Il ne semble pas que, depuis janvier 1979, Hanoi ait été assailli par les demandes de retrait des troupes au Cambodge. Selon les experts occidentaux, le corps expéditionnaire compterait aujourd'hui entre cent cinquante mille et cent quatre-vingt mille hommes, alors que précédemment le chiffre de deux cent mille était couramment avancé. Elle-

De notre correspondant

ment nouveau, toutefois, la naissance d'une armée « kampuchéenne », qui, d'après les experts, rassemblerait de vingt mille à trente mille soldats. Le retrait total des troupes de Hanoi, a répété M. Thach, n'aura pas lieu, aussi longtemps que persistera « la sensation d'une menace chinoise », vieille, selon lui, « d'un mois à quatre mois ». Seule la signature d'un traité de non-agression est, à son avis, de nature à dissiper ce sentiment et à prouver les bonnes intentions de Pékin en la matière. De l'avenir du Cambodge lui-même — élections libres, rôle du prince Sihanouk, neutralisation du pays, etc., — le ministre a refusé de parler : « Ce sont les affaires intérieures du Kampuchéa », a-t-il assuré.

« Casser la glace »

M. Thach s'est efforcé, pendant son voyage, de « vendre » l'idée d'une conférence internationale sur le Sud-Est asiatique, lancée lors de la récente réunion de Ho-Chi-Minh-Ville. M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, a promis d'étudier avec soin cette proposition sur la base des « clarifications » tenues confidentielles qui lui ont été apportées par son interlocuteur. Le Vietnam est prêt à ouvrir le dialogue « sans préalable », avec le souci de « préserver les intérêts légitimes de chacun », mais, dans l'esprit de ses dirigeants, l'ob-

jectif est de parler de la paix et de la sécurité à l'échelle de la région « sans ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays ». Les membres de l'ASEAN, au contraire, entendent inscrire en priorité à l'ordre du jour la question du Cambodge et la régler conformément aux résolutions des Nations unies, qui prévoient un retrait total des troupes vietnamiennes et l'organisation d'élections libres.

Or M. Thach a été très ferme sur ce point : « Les Nations unies n'ont rien à faire ici tant qu'elles reconnaissent le régime de Pol Pot. Je l'ai dit plusieurs fois sans ambiguïté ». S'il a accueilli à Hanoi, puis revu à Rangoun, M. Willibald Pahr, c'était en tant que ministre autrichien des affaires étrangères, et non pas en tant que président de la conférence internationale sur le Cambodge. Si, à la demande des responsables thaïlandais, il a reçu à Bangkok M. Maasamba Sarre, c'était en tant qu'ambassadeur du Sénégal à l'ONU, et non pas en tant que président du comité ad hoc de cette dite conférence.

Quoi qu'il en soit de ses motivations et de ses prolongements, le voyage de M. Thach en Asie du Sud-Est aura au moins eu le mérite de « casser la glace » entre voisins condamnés à vivre côte à côte.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

A SON ARRIVÉE À PÉKIN

M. Cheysson confirme que M. Mitterrand se rendra prochainement en Chine

De notre envoyé spécial

Pékin. — « L'homme que le peuple français a choisi pour exprimer aujourd'hui son destin est plus qu'un autre convaincu que l'existence d'une Chine forte, puissante, prospère, est nécessaire à l'équilibre du monde, que rien de stable ni de durable ne peut être édifié

pour apporter une solution aux grands crises du monde, et votre pays n'y est pas associé », a déclaré M. Claude Cheysson vendredi soir 30 juillet, à l'occasion du banquet de bienvenue offert en son honneur par M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères de la République populaire. Le ministre français a ajouté que Paris et Pékin devaient se parler pour examiner ensemble leurs contributions à la recherche de la paix internationale. « Cela, le premier secrétaire du parti communiste vous l'a dit lui-même il y a dix-huit mois. Cela, le président de la République française vous le dira lui-même dans quelques mois », a-t-il précisé.

Bien que M. Cheysson ait noté des divergences, inévitables, dans la politique et la diplomatie des deux pays, ces propos, ainsi que ceux tenus sur le Cambodge et sur l'Afghanistan ont dû rassurer quelque peu les dirigeants chinois. En effet, ces derniers se sont montrés de plus en plus satisfaits de la politique française, notamment lors d'initiatives diplomatiques françaises les concernant. Ils attendaient en outre avec impatience la confirmation que le président Mitterrand viendrait manifester solennellement et assez tôt par une visite officielle la considération que la France porte à la Chine, à son rôle et à son rang.

Contrairement à celle de M. Cheysson, longue et fournie en éloges pour la Chine populaire, l'allocation de M. Huang Hua s'est, en ce début de visite, assez brève. Sans faire de références particulières à l'expérience socialiste française, le ministre chinois a surtout dénoncé le rôle des superpuissances dans l'escalade des conflits internationaux, notamment en Afghanistan au Cambodge et au Liban.

S'agissant des pays d'Indochine, le ministre chinois s'en est pris aux « actes d'agression et de génocide commis contre le Kampuchéa (Cambodge), par le Vietnam à l'inspiration et avec le soutien de l'impérialisme (soviétique) ». M. Cheysson s'est contenté de s'élever contre « l'invasion et l'occupation » du Cambodge, sans citer nommément le Vietnam.

« Certes, pourquoi le cacher, nos analyses ne se rejoignent pas toujours. Elles sont plus éloignées même que nous le souhaitons. C'est une raison supplémentaire de dialoguer dans le respect mutuel de nos cultures, mais avec le souci commun de trouver le chemin de la paix », a ajouté le chef de la diplomatie française.

R.-P. PARINGAUX.

AMÉRIQUES

Brésil

LES CONFLITS POUR LA TERRE

Depuis 1977, sept avocats de paysans ont été assassinés

Un comité de soutien aux avocats brésiliens, défendant des paysans (1), nous a adressé des précisions sur l'assassinat d'un avocat de l'Etat du Para (pré-Amazone).

Dans la nuit du 18 au 19 juillet, selon le comité, M. Gabriel Sales Pimenta, a été assassiné par trois hommes armés alors qu'il rentrait à son domicile. Il appartenait à la commission pastorale de la terre (organisme de l'Eglise chargé de défendre les petits paysans) et travaillait pour le syndicat des travailleurs agricoles de l'Etat du Para. Il venait d'obtenir le maintien sur leurs terres de cent cinquante-quatre familles de paysans (paysans sans titres de propriété), menacés d'expulsion.

Des hommes de main

Les auteurs du crime sont, selon toute vraisemblance, trois hommes de main d'un grand propriétaire, Manuel Neto, directeur concerné par les revendications des paysans, affirme le comité. Depuis septembre 1977, c'est le septième avocat de paysans qui est assassiné dans ce pays. « Nous sommes convaincus que les coupables n'ont jamais été identifiés, mais il n'y a même pas eu d'enquête alors que les auteurs et les instigateurs de ces actions sont les plus souvent connus ».

En revanche, les autorités brésiliennes n'hésitent pas à poursuivre avec la dernière rigueur les paysans et ceux qui les soutiennent contre la répression dont ils sont victimes.

Le comité cite à ce propos la condamnation à quinze et à dix ans de prison des conseillers français Aristide Adamo et François Gourion, qui exerçaient dans le Haut-Amazone (le Monde du 24 juin). Un prêtre français

vivant dans la région apporte au sujet de ce procès les précisions suivantes :

« Les frères sont innocents du crime imputé (leur implication dans une incursion des policiers) et leur action est toujours restée dans les limites du travail pastoral. Tous en ont été victimes, pour empêcher l'Eglise de connaître son travail et le peuple d'exprimer ce qu'il pense ».

« Les témoignages contre eux — toujours restés vagues — émanent d'hommes compromis et « cuisinés » pendant des mois (...) »

« Toute l'affaire a été montée par le pouvoir militaire, ou du moins de son secteur le plus radical, pour empêcher l'Eglise de connaître son travail et le peuple d'exprimer ce qu'il pense ».

« L'extraordinaire déploiement de forces pendant le procès était dirigé contre les paysans et les habitants des banlieues qui voulaient manifester leur avis aux deux frères ».

(1) Comité de soutien aux avocats brésiliens travaillant auprès des travailleurs ruraux, 35, rue Raymond-Barbet - 92000 Nanterre. - Tél. : 721-64-33.

• LES DEUX ENSEIGNANTS FRANÇAIS arrêtés le 28 juillet à Porto Nacional (600 kilomètres au nord de Brasilia) et inculpés de trafic de drogue ont été libérés dans la soirée du 29. L'accusation portée contre eux étant infondée Denis Rueland (vingt-deux ans) et sa compagne Jociane Le Coat (vingt-quatre ans) arrivés en Brésil le 12 juillet, avaient initialement été accusés de ne pas avoir « pris » leur passeport en règle et de circuler « dans une zone de banditisme sociale ». — (A.F.P.)

Etats-Unis

Les ventes de blé américain à l'U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

Pour l'année 1982-1983, les Soviétiques seront donc autorisés, aux termes du renouvellement de l'accord en cours, à acheter 6 millions de tonnes métriques de blé et de maïs, plus 2 millions de tonnes supplémentaires. Mais il s'agit d'une clause de style, car, jusqu'à l'embargo soviétique de M. Carter et son prolongement en 1981 par le président Reagan, l'U.R.S.S. achetait beaucoup plus que ces 8 millions de tonnes « garanties ». L'année dernière, elle en a acheté 14 millions de tonnes, alors que les Etats-Unis lui en avaient offert 25 millions.

Ainsi que l'a précisé M. Donald Reagan, le secrétaire au trésor, qui annonçait solennellement la nouvelle à la Maison Blanche en qualité de président du nouvel organisme interministériel chargé de coordonner les politiques économiques nationales et étrangères (1) : « Nous ne serons pas encore de dont les Soviétiques ont besoin, cette année ». Et il a ajouté : « Mais s'ils renouvellent ce nouveau contrat d'un an, ils n'auront plus aucune garantie contre les risques d'un nouvel embargo ».

« Le marché soviétique est le plus grand du monde, a poursuivi M. Reagan. Nous voulons le retrouver, après un embargo qui a permis à d'autres pays, comme l'Argentine et le Canada, de nous remplacer. Notre économie nationale en a besoin... »

« D'autres fournisseurs de céréales, qui nous critiquent, vendent aussi aux Soviétiques, a déclaré le président Reagan, mais ces livraisons ont peu d'effet sur la capacité militaire et industrielle de l'U.R.S.S. Elles absorbent des devises fortes et permettent de nourrir le peuple soviétique qui est victime de la désastreuse politique économique de son gouvernement ».

Pour d'autres raisons, les agriculteurs américains ne sont guère dans une situation plus enviable :

selon les dernières projections du département de l'Agriculture, les surplus de céréales risquent d'atteindre cette année 407 millions de tonnes métriques, contre 393 l'année dernière. Ces chiffres comprennent la nouvelle récolte qui pourrait se monter à 312 millions de tonnes, auxquelles il faut ajouter les 95 millions de tonnes de la récolte précédente. Le marché intérieur s'absorbera guère que 195 millions de tonnes dans l'année à venir. Après quelques 119 millions de tonnes d'exportations, les surplus se monteront à 102 millions de tonnes.

Selon les calculs du département de l'Agriculture américain, les Soviétiques, qui auront, encore cette année, une récolte très déficitaire, devront importer 45 millions de tonnes de céréales.

Interrogé sur la politique de « sanctions » à l'égard de l'Union soviétique, le secrétaire au trésor, M. Donald Reagan, le secrétaire au Trésor a assuré que cette administration n'avait « jamais eu l'intention d'utiliser les livraisons de céréales comme une arme politique ».

Vivement pris à part à propos de l'embargo de principe décidé sur le gazoduc soviétique, M. Reagan a déclaré aux journalistes américains incertitudes que la différence résidait dans le fait que les Soviétiques pouvaient se procurer des céréales dans de nombreux pays, alors que les Etats-Unis seuls possèdent la technologie nécessaire à la construction d'un gazoduc.

Résumant un peu plus tard les journalistes étrangers, le secrétaire au Trésor s'est montré pugnace : il a assuré que les Etats-Unis « font un sacrifice » en annonçant à un contrat à long terme avec les Soviétiques, et il a suggéré que les Européens cherchent, de leur côté, une alternative au gazoduc : par exemple l'exploitation du gaz de Norvège, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas et d'Algérie.

ou des livraisons de charbon américain.

Comme on lui demandait si ces décisions du président Reagan avaient réellement des chances de changer le cours de la politique soviétique, le secrétaire au Trésor a rétorqué sèchement : « Au moins, nous essayons : ce n'est pas le cas de tout le monde ».

NICOLE BERNHEIM.

(1) Le groupe de travail interministériel chargé de la politique économique internationale a été créé la semaine dernière. Il a pour président M. Ronald Reagan et pour vice-président le nouveau secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Il est chargé de coordonner les politiques économiques nationales et étrangères avec la politique étrangère.

L'ACCORD DE 1975

L'accord céréalière américano-soviétique, qui vient à expiration le 30 septembre prochain, a été conclu, en 1975 dans le but, à l'époque, de normaliser les achats de céréales par l'U.R.S.S. sur le marché américain.

La conclusion avait été rendue nécessaire, pour Washington, par une vague d'achats de blé et de maïs effectués alors par l'U.R.S.S. aux Etats-Unis, à un moment où les approvisionnements du marché américain se trouvaient limités.

L'accord, conclu pour une durée de cinq ans, à compter d'octobre 1976 (et déjà prorogé pour un an en septembre 1981), donne à l'U.R.S.S. la garantie de pouvoir acheter un minimum de 8 millions de tonnes de céréales par an aux Etats-Unis et la possibilité, sous réserve de l'accord du gouvernement de Washington, de procéder à des achats supplémentaires.

Il avait été officiellement suspendu en 1980, lorsque le président Carter décida de limiter les exportations de céréales américaines à l'U.R.S.S. en raison de l'invasion soviétique en Afghanistan.

EUROPE

Italie

L'information judiciaire ouverte contre Mgr Marcinkus pose un problème sans précédent avec le Vatican

De notre correspondant

Rome. — M. Flavio Carboni, entrepreneur sarda, recherché depuis la mort du banquier Roberto Calvi pour avoir aidé dans sa fuite, et qui est l'un des dernières personnes à avoir été en contact avec lui à Londres, a été arrêté vendredi 31 juillet, aux environs de Lugano, par la police suisse. Il apparaît comme un personnage-clé de tous les affaires. Par l'entreprise de son avocat, M. Carboni avait informé la justice italienne qu'il était prêt à témoigner, mais il ne s'est jamais présenté affirmant qu'il avait pour sa vie. Il était l'objet d'un mandat d'arrêt international pour complicité dans la fuite de Roberto Calvi, usage de faux passeport et exportation illégale de devises. La police le surveillait depuis une quinzaine de jours, et pense que Licio Gelli, chef de la loge P2, qui a fui l'Italie après le scandale, serait également en Suisse.

Le ministre italien de la Justice, d'autre part, retourné au parquet de Milan les trois communications judiciaires que celui-ci avait envoyées au Vatican, et qui concernent Mgr Marcinkus, président de l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), et ses deux collaborateurs laïcs. Tant le Saint-Siège que les autorités italiennes ou le parquet de Milan observent le plus grand silence sur cette affaire, qui a pris désormais le caractère d'un problème diplomatique sans précédent entre l'Italie et le Saint-Siège. L'initiative du parquet de Milan soulève des questions juridiques nouvelles et délicates dans les rapports régis, depuis 1929, par les accords du Latran entre l'Italie et le Vatican, une commission spéciale d'experts a été créée au ministère de la Justice. La question ferait, d'autre part, l'objet de consultations au plus haut niveau entre Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat, et M. Colombo, ministre des affaires étrangères. La position du Vatican, qui a renvoyé sans ouvrir les trois lettres recommandées au ministère italien des affaires étrangères, paraît fondée en droit international. C'est, en effet, par la voie diplomatique que ce genre de communication judiciaire doit passer, s'agissant de personnes résidant à la Cité du Vatican, Etat indépendant.

La population du Vatican compte environ un millier de personnes, dont la moitié jouissent de la citoyenneté.

Roumanie

LE DAUPHIN JETTE SA GOURME...

Quelle chance d'avoir un fils qui ressemble tant à son père, s'exclamaient, le 29 mars dernier, les habitants de la ville de M. Nicolas Ceausescu en faisant l'éloge d'un « Romanian Libera » de son second fils, M. Niko Ceausescu, qui a été promu au chef de l'Etat et du parti roumain. Dirigeant des jeunes communistes roumains, M. Niko Ceausescu est le président du comité consultatif de l'ONU pour la préparation de l'année internationale de la jeunesse. On ne peut pas dire toutefois que son comportement soit exemplaire.

Ainsi, à la mi-juin, sur la terrasse panoramique de l'hôtel international de Bucarest, il a, devant l'assistance de médias, d'artistes, d'une paire de jupes l'actrice Anna Seles, qui, attachée à son mari, l'acteur Florin Poni, avait en le front de lui refusé une dame.

Le mari, indigne, se leva et gifla à son tour M. Niko Ceausescu. Celui-ci et ses deux gardes du corps se jetèrent alors sur lui, le rouèrent de coups, le laissant à terre évanouissant.

Personne n'a vu l'acteur vivant. Selon certaines rumeurs, il serait mort. Ceux qui ont évoqué cette affaire sont aussitôt pris en charge par une police omnipotente.

Dans le passé, les Roumains ont déjà eu connaissance de divers accidents mortels causés par M. Niko Ceausescu, qui aime conduire rapidement l'une de ses cinq voitures. — Am. E.

Apparition d'affiches en Pologne réclamant la libération de Lech Walesa. — De petites affiches réclamant la libération du président du syndicat indépendant Solidarnosc, sont apparues dans la matinée du vendredi 30 juillet sur les murs d'une grande artère de Varsovie, mais elles ont été rapidement arrachées par les forces de l'ordre. Une vingtaine d'affiches un peu plus grandes que des cartes postales ont été collées sur des vitrines de magasins bordant l'avenue Jerozolimskie.

Union soviétique

M. Brejnev et M. Husak annoncent la tenue prochaine d'un sommet communiste consacré à la coordination économique

De notre correspondant

Moscou. — MM. Leonid Brejnev et Gustav Husak, qui ont inauguré vendredi 30 juillet le cycle traditionnel des rencontres d'été de Crimée, ont annoncé la prochaine tenue d'un sommet économique du monde communiste. Selon le communiqué diffusé par l'agence Tass, les chefs des Etats et des partis communistes soviétiques et tchécoslovaques ont estimé cette rencontre d'actualité plus nécessaire que les milieux impérialistes américains recourent à une politique de sanctions et de boycottage. Dans ces conditions, l'approfondissement des relations économiques dans le cadre de la communauté socialiste est une affaire de première importance, et les deux pays s'attribuent une grande signification à la prochaine conférence au sommet pour les questions économiques.

L'idée de ce sommet aura mis un an et demi à mûrir. M. Brejnev l'a présentée au cours du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique, en février 1981, en soulignant la nécessité de « compléter la coordination des plans par la coordination de la politique économique dans son ensemble ». Il en avait même esquissé les grandes lignes. « Des questions telles que le rapprochement des structures industrielles, les échanges directs entre les ministères, les groupements et les entreprises participant à la coopération, les ordres de firmes communes, sont également mises à l'ordre du jour, avait-il dit. D'autres formes de réunion des efforts et des ressources sont également envisagées. Les dirigeants des pays frères en discutent collectivement dans un proche avenir ».

Le communiqué souligne que ni l'U.R.S.S. ni la Tchécoslovaquie n'ont l'intention de rompre leurs relations économiques réciproques, mais doivent tirer des conclusions des actions des milieux impérialistes des Etats-Unis et des sanctions politiques et mesures de boycottage. Le compte rendu de Tass ne précise pas la date du sommet pas plus qu'il

indique s'il sera limité aux membres du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle, principalement constitué des pays de l'Europe de l'Est) ou étendu à l'ensemble de la communauté socialiste.

Sur les autres points, le communiqué soviéto-tchécoslovaque n'apporte aucun élément nouveau. S'il condamne l'action d'Israël au Liban, le soutien apporté par Washington à Tel-Aviv et les accords de Camp David, les deux pays soulignent qu'un « règlement durable et juste » doit tenir compte des droits et intérêts légitimes de tous les peuples de cette région.

MM. Brejnev et Husak estiment ainsi que « l'approfondissement de la coopération de Madrid et le premier lieu des discussions de ce forum de convoquer une conférence sur les mesures de renforcement de la coopération et de la sécurité et sur le désarmement en Europe constituent une dignité contribution de l'esprit d'Helsinki ». Le communiqué désigne enfin « la position unilatérale et totalitaire des Etats-Unis et de l'Otan dans leurs efforts pour affaiblir les Etats du pacte de Varsovie et changer à leur avantage l'équilibre approximatif des forces militaires existant de part et d'autre ».

Des prisonniers politiques continuent le gauchisme soviétique. — Le comité international Sakharov a informé dimanche 29 juillet M. Mitterrand et le chancelier Schmidt que les travaux de construction du gazoduc sibérien, qui doit livrer du gaz naturel à différents pays occidentaux, sont en partie effectués par des prisonniers de conscience, dont le seul crime est d'avoir une autre opinion que celle dictée par les gouvernements soviétiques. Le comité international Sakharov, qui s'occupe des droits géographiques et des conditions pénibles et inhumaines. Il demande aux dirigeants occidentaux d'exercer des pressions sur les Soviétiques pour obtenir que les travaux de construction du gazoduc sibérien soient exécutés par une main-d'œuvre payée, dans des conditions satisfaisantes.

Les « réunions des familles » ne sont pas pour tout le monde

De notre correspondant

Moscou. — Le jeune ingénieur soviétique Touni Balovnev qui observe une grève de la faim depuis le 5 juillet pour obtenir un visa de sortie d'U.R.S.S. est le dernier des membres du groupe des grévistes de la faim des « familles divisées » à poursuivre son mouvement. Le photographe Serge Feklov, étudiant aux prises de sa femme et de sa mère « très affectées par son état », a lui-même recommencé à s'alimenter après cinquante et un jours de jeûne. Tous deux sont mariés à des Américaines et réclament le droit de rejoindre leurs épouses. L'OVIH, organisme chargé de la délivrance des visas de sortie, leur fait savoir qu'il avait bon espoir de pouvoir rejoindre sa fiancée française Isabelle Oelkov, mais qu'il attendait encore un sauf-conduit. Enfin, on est sans nouvelles de Maria Youravna, mariée à un Américain, qui avait été déportée à Vilnius.

(Insérer.)

En revanche, l'incertitude continue de régner dans trois autres cas. Mme Tatiana Lozanski, dont le mari est aux Etats-Unis, a, selon elle, reçu l'assurance de pouvoir quitter l'U.R.S.S. mais le visa nécessaire ne lui a toujours pas été délivré. De Novosibirsk où il réside, M. Vassil Voloboyev a fait savoir qu'il avait bon espoir de pouvoir rejoindre sa fiancée française Isabelle Oelkov, mais qu'il attendait encore un sauf-conduit. Enfin, on est sans nouvelles de Maria Youravna, mariée à un Américain, qui avait été déportée à Vilnius.

Espagne

Des gardes civils sont condamnés à la prison pour avoir tué trois innocents

De notre correspondant

Madrid. — Une tragique « batus » de la garde civile espagnole, qui avait coûté la vie à trois jeunes gens en mai 1981, près d'Almería, s'est terminée le vendredi 30 juillet par la condamnation de trois responsables. Un lieutenant-colonel et un lieutenant, à des peines allant de douze à vingt-quatre ans de prison pour homicides. Le procès n'a pas apporté d'explications sur ce qui s'est passé entre le moment où les trois jeunes gens sont partis pour une fête de famille, et celui où leurs corps carbonisés ont été retrouvés dans leur voiture. Le lendemain, ils avaient été déterrés par des villageois qui avaient cru les reconnaître d'après des photos publiées par la presse d'un commando de l'ETA qui venait de faire sauter à Madrid la voiture du général Valenzuela, chef de la maison militaire du roi.

La garde civile les avait arrêtés à un barrage près d'Almería, en

Andalousie. Le lieutenant-colonel Carlos de Castillo, qu'on a commandé la petite garnison locale, les avait fait conduire dans une caserne abandonnée, pour les interroger — et torturer, disent les familles. Le lendemain, des pêcheurs avaient vu sur le bas-côté d'une route déserte une voiture en flammes entourée de gardes civils. Lorsque l'affaire a éclaté, le silence gêné des autorités a renforcé les pires soupçons. Le ministre de l'Intérieur reconnaît, dans une déclaration embarrassée au Parlement, qu'une enquête rigoureuse avait peut-être été commise. Pendant le procès, la défense a soutenu que les trois jeunes gens avaient tenté de s'échapper alors qu'on les conduisait à Madrid. Le lieutenant-colonel aurait fait tirer dans les pneus de la voiture, qui aurait quitté la route et pris feu.

Greenland : les handicaps d'une île au trésor

II. — SI LOIN DE L'EUROPE...

De notre envoyée spéciale
FRANÇOISE CHIPAUX

Si l'on peut voir encore aujourd'hui des hommes creuser un trou de dix mètres de profondeur, le long des côtes de l'île, les chalutiers, dans le port de Nuuk, comme les usines ultra-modernes où des femmes travaillent, sont les deux faces d'une même médaille. Le Groenland, c'est un pays à deux visages. D'un côté, un monde moderne, riche, développé, d'autre part, un monde isolé, lorsque le réchauffement de l'océan, au sud de l'île, refoulent vers le nord les phoques qui sont toujours chassés, à fait affaiblir les bœufs vers les eaux libérées des glaces.

La sorcière et les bébés phoques

10 à 30 % de la population vivent encore de la chasse au phoque, et les Groenlandais se montrent particulièrement jaloux de cette tradition. Les campagnes menées contre les masses des « bébés-phoques », les blanchons. Sur des affiches, ils parviennent même à dénigrer Brigitte Bardot, représentée en sorcière échouée, aux doigts crochus, jetant des sorts à de pauvres chasseurs.

Les « victimes » de B.B. peuvent faire valoir que leur revenu a été sérieusement atteint par les campagnes en faveur de ses protégés. Mais les aides gouvernementales, le prix des peaux de phoques vendues deux fois par an aux enchères à Copenhague a baissé de 20 %, et la vente est menacée par les restrictions aux importations pratiquées par certains pays comme la Hollande, depuis 1980. Or, les chasseurs groenlandais, qui tuent environ quatre-vingt mille phoques par an, observent que les chasseurs américains, les blanchons, qu'ils abattent les bêtes au fusil, évitant les répugnantes tueries à la masse, enfin qu'ils le font « pour s'en servir », c'est-à-dire que au-delà de la vente des peaux, ils tirent parti de tout l'animal. Dans ces conditions, on comprend mieux à colère de ces hommes qui se voient reprocher une activité préjudiciable depuis des millénaires, seule chance de sauver ce qui peut l'être encore de leur civilisation.

Pour exploiter les autres richesses, le Groenland dispose de peu d'atouts. Tout d'abord, la population ne compte que cinquante

mille habitants, dont 30 % de Danois, et elle n'a pas encore pris toute la mesure des changements intervenus depuis vingt ans. La population active est dans sa grande majorité non qualifiée : 50 % des huit mille adhérents de l'Union des travailleurs groenlandais (SIS), unique syndicat ouvrier, n'ont aucune formation. Les ouvriers d'origine locale sont donc souvent embauchés dans les tâches les plus humbles alors que nombre d'entre eux ont déjà du mal à s'adapter à la rigueur du labeur quotidien. L'absentéisme est un véritable fléau, et, dans certaines unités, il faut doubler les postes de travail pour être assuré d'un résultat. Ce phénomène rend d'autre part le chômage difficile à évaluer, et le chiffre officiel de mille demandeurs d'emploi pour une population salariée de quinze mille à dix-huit mille personnes ne rend sans doute pas tout à fait compte de la réalité.

De plus, un sentiment d'opposition oppose les Groenlandais aux Danois qui détiennent encore les principaux leviers de commande de l'économie. Ainsi, les trois cent cinquante chefs de ménage des deux syndicats pezo-naux, soixante-sept seulement sont Groenlandais. L'amertume du secrétaire général du SIS à l'égard des syndicats danois qui, dans l'intérêt de leurs adhérents, n'ont pas hésité à donner, à compétence égale, la priorité

à un Groenlandais sur un Danois. Les rapports entre les deux communautés restent malgré tout, dans l'ensemble, dénués de tensions graves. Les Danois s'entendent souvent reprocher, avec raison, d'être un peu égoïstes lorsqu'ils consentent pour intégrer dans le pays. Il n'est pas rare de rencontrer des Danois qui, depuis vingt ans, ont fait du Groenland, marqués par les conditions de travail et de logement des Groenlandais et ne parlant toujours pas la langue du lieu. Sous-jacence, Thule, la ville de l'Arctique, est une ville qui a maintenu pendant des années un statut de ville de garnison, et aucun parti politique n'inscrit l'indépendance à son programme. Beaucoup de Groenlandais sont qu'ils ont encore besoin des Danois auxquels les liens des relations anciennes toujours dénuées de violence. L'absence de regard de Copenhague aide à différencier les quatre partis politiques de l'île : l'Atassut, le Siumut, Frattétt Inuit et le Parti travailliste.

L'Atassut regroupe, outre la majorité des Danois installés à Thule, la bourgeoisie des petits propriétaires, des commerçants et de beaucoup de fonctionnaires appelés depuis longtemps à collaborer avec la marine danoise, pour la surveillance de leur côte, essentiellement leur territoire de pêche, et ne sont pas mécontents de profiter du système de défense de l'OTAN. L'appartenance à l'indépendance n'est d'ailleurs remise en cause par aucun parti, et comme nous le dit crûment un dirigeant du Siumut, « le seul moyen de construire dans ce pays une véritable société socialiste, c'est de ne pas toucher aux Américains. Ils sont notre meilleure dissuasion ».

Réalistes, les Groenlandais mesurent le chemin parcouru en vingt ans. Ne rêvant pas d'un impossible retour en arrière, ils exigent, du moins, de mieux maîtriser l'avenir. Leur récent « non » à l'Europe communautaire était la première importante manifestation de cette volonté. Dans un délai lié au développement de leurs ressources elle les conduira sans doute à larguer les amarres les reliant au Danemark. Mais une petite nation trop au large sur un immense territoire convoité ne peut se permettre de brûler les étapes.

FIN

(1) Extrait de la monnaie, le thulien est un métal lourd qui peut être utilisé dans l'alimentation des réacteurs atomiques.

Le Monde

SANS ATTENTION

Le gouvernement pour le...

Détails de la page 5 du journal Le Monde, datée du 1er août 1982. On y voit des fragments de textes et des images.

Détails de la page 6 du journal Le Monde, datée du 1er août 1982. On y voit des fragments de textes et des images.

Détails de la page 7 du journal Le Monde, datée du 1er août 1982. On y voit des fragments de textes et des images.

Le gouvernement fixe sa politique économique pour le développement des départements d'outre-mer

Le Monde
Service des Abonnements
des Postes
75217 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-ROUM-TOUM
275 F 465 F 515 F 785 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
535 F 945 F 1.305 F 1.825 F

ÉTRANGER
(tarif recommandé)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
315 F 525 F 735 F 945 F

II. - SUISSE, TUNISIE
365 F 665 F 945 F 1.265 F

Par vole aérien
Tarif sur demande.

Les abonnements valent par chaque
postal (ou plusieurs) versant tout
pays ou chaque à l'ordre.

Les abonnements sont délivrés en
passeports (deux semaines ou plus);
les abonnés sont invités à formuler
leur demande avec précision aux
meilleures heures.

Seules les dernières bandes d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
visiter tous les autres programmes de
capitales d'importance.

Le Monde

culture

FESTIVALS

LE « SERMON SUR LA MORT » ET AUTRES SERMONS A AVIGNON

Les masseuses du roi

André Benedetto, dans son théâtre avignonnais permanent de la place des Carmes met en scène le *Sermon sur la mort* de Bossuet. C'est une bonne idée. Lorsque nous lisons ces belles et interminables tirades des Sermons et des Oraisons que Bossuet infligeait à la Cour, nous essayons d'imaginer la scène. Le jour du *Sermon sur la mort*, Bossuet n'a que trente-cinq ans, mais il est déjà le redoutable réactionnaire qui annulera les polices secrètes, comme celle du Saint-Sacrement, et qui fera révoquer l'Edit de Nantes. Assis devant lui, faisant mine de suivre le sermon, Louis XIV est jeune encore, vingt-quatre ans, et n'écoute sûrement pas ce « sermoneuse » ultra.

Benedetto, c'est assez drôle, présente un Bossuet bien plus vieux que son âge, l'air chafouin, et qui n'a aucun don oratoire, qui marmonne son « topo » d'une voix plate, beige, endormante. Louis XIV s'est fait peindre la figure en ce qu'il est venu à l'église en caleçon. Deux dames, penchées sur ses lombaires, lui font, pendant tout le sermon, un massage décontractant. Pour ajouter un peu de kermesse à ce face-à-face trop fatigant, André Benedetto met en jeu un Jésus-Christ assez sympa, genre jeune finit adepte du jogging, une Sainte Vierge babe-cool, un Lazare style bagarreur tatoué qui respire tous les quarts d'heure et quelques bergers provençaux en costume de dimanche qui tapent sur des clochettes et sur des tambourins. Ils esquissent des danses folkloriques, le roi se retourne pour se faire masser l'omoplate et Bossuet parle dans le

vide d'une voix morne. Ce spectacle charmant aux simplicités d'ex-voto est bizarrement boudé par les foules aveugles du Festival. C'est fou ce que la vie est injuste.

Justice est faite

A propos d'injustice, l'excellent acteur François Clavier, me renvoyant au tabac de la place des Lices, me demande de préciser que la pièce *La Mort en ce théâtre*, dont il a été rendu compte ici (Le Monde du 24 juillet), n'a pas été mise en scène par Christian Benedetto tout seul. Au cours des répétitions Benedetto, qui est un garçon très préteur, très partageur, a passé la main à son camarade Mourad Mansouri, devenu ainsi le metteur en scène principal.

Mourad Mansouri et ses frères ont déjà suffisamment appris et innervés comme ça en France pour que nous ne lui retirions pas une de ses responsabilités. Mansouri n'en est pas à son coup d'essai, il est aussi bon metteur en scène qu'acteur doué. Voilà, justice est rendue pour une fois au vrai metteur en scène d'une pièce, alors que jusqu'à ce jour nous lui avons mis en scène les spectacles d'un Chéreau, d'un Streibler ou d'un Vincent. Tous ces gens-là ont leur Mourad Mansouri dans la manche, mais jamais il ne se trouve un François Clavier pour découvrir le pot-au-rose.

Pendant les orages qui éclatent enfin, suivant les récoltes de pêches jaunes géantes des campagnes environnantes et transformant la Cité des papes en piscine, les jeunes cinéphiles vont voir et revoir, dans une petite salle du cours Jean-Jaurès, un chef-d'œuvre de Jean-Luc Godard, *Lettre à Freddy Buache*.

Freddy Buache est le directeur de la cinémathèque de Lausanne, et il semble qu'il ait fait obtenir à Godard la commande d'un film destiné à célébrer le ne sais quel anniversaire de la ville de Lausanne. Ce court métrage de onze minutes montre Jean-Luc Godard l'air à la fois doux et pervers comme d'habitude qui pose et repose sur une plaine un disque du *Soliste de Ravel*, cela se passe dans le noir. Quelques plans de coupe montrent un arbre, le ciel à travers l'arbre et des passants dans la rue, pas gain. Pendant ces images, prises de main de maître, à la va-

vite, nous entendons la voix mourante - finie de Godard, qui explique que c'est une fois de plus il sera reproché de ne pas avoir « satisfait la commande ».

Ce court métrage est plus beau et passionnant que l'œuvre entière d'un Hitchcock, d'un Mizoguchi et, bien sûr, que toutes les pièces de théâtre qu'il faut supporter ici à Avignon.

Cela ne s'explique pas, c'est affaire de charme personnel.

Et pour donner une information pratique, disons que le meilleur spectacle à la Fête d'Avignon se trouve dans un lieu excentrique, une petite boulangerie sise au coin de la rue Pasteur et de la rue Barillerie, à deux pas de la faculté des sciences.

MICHEL CURNOUT.

La ligne japonaise

(Suite de la première page.)

Mais Kazuo Ohno surmonte les péripéties éphémères. Il transmet quelque chose qui ressemble à une idée d'éternité. Il se tient là où se rejoignent l'innocence et la connaissance. Il porte fièrement la beauté de la sagesse parée d'oripeaux frivoles. Ce n'est certes pas la première fois que je vois Kazuo Ohno et l'émotion reste toujours aussi vaine. Un étonnement, et ce n'est pas parce que le spectacle, de soir en soir, se modifie sur une émotion particulière. Un étonnement au sens raciné, une bascule des codes affectifs, un écartement de la raison.

J'imaginais un choc, sinon de même nature, du moins d'une force aussi insoutenable avec le Dalaïlama Kan de Miro Akaji, disciple de Tâtami, inventeur du Butoh, cette danse des démons qui exorcise, par la violence, les plaies de Hiroshima.

Le spectacle fut donné à la Chartraine, au cloître du cinéaste, un puits entre les murailles délavées et les toits de tuile. Quand on est placé en haut des gradins, on divague entre ciel et terre, c'est splendide. Le plateau est entouré de plaques de bois d'où sortent les danseurs et les danseuses. Ils sont blancs, translucides dans le noir. Les hommes sont glabres, ils ont le crâne rasé, les femmes ont des cheveux de méduse, noirs. Ils sont raillés par une corde, Tones volées, genoux à demi pliés, ils font des mouvements par secouades. Ces hommes nus, ces femmes, dont les lèvres rouges forment une ouverture béante... le Dalaïlama Kan vient en France après Sentel Judo Arisdone. Qui inspire l'autre, je n'en sais rien. Mais j'éprouvais un malaise comme devant du déjà vu, du réchauffé. Et puis, ici, les danseurs n'ont pas de rigueur. Ils ont l'air de faire un peu ce qu'ils veulent sans trop d'invention, c'est monotone.

Il y a des moments drôles : le tableau où les danseuses en petites robes roses, chaussettes, gros noudeaux rouges dans les cheveux hérissés, à part pris sous effrores que les fillettes de Ronald Searle, oscillent de la tête sur une sorte de bourrée qui dure bien quarante secondes. C'est long, même si Marco Akaji lui-même apparaît imperturbable dans le même costume. Un autre tableau très apprécié : les hommes sont peints en noir avec des portions de peau blanche qui forment des dessins. Ils sont couronnés d'antennes en cuivre et jouent les amoureux. Les danseuses sont les femmes qui sous des couvertures imitent la démarche dandinante des lents coureurs du désert. Le côté caméléon et Moulin-Rouge ne me gêna pas mais l'attente en vain l'arrivée de Cléopâtre avec son aspic.

Les poupées de Tsujimura

L'ennui c'est le côté années 60, le branché d'arbre qui surgit pour répondre aux vrombissements des avions de guerre et surtout le music qui plane au-dessus de la scène. C'est long, même si Marco Akaji lui-même apparaît imperturbable dans le même costume. Un autre tableau très apprécié : les hommes sont peints en noir avec des portions de peau blanche qui forment des dessins. Ils sont couronnés d'antennes en cuivre et jouent les amoureux. Les danseuses sont les femmes qui sous des couvertures imitent la démarche dandinante des lents coureurs du désert. Le côté caméléon et Moulin-Rouge ne me gêna pas mais l'attente en vain l'arrivée de Cléopâtre avec son aspic.

L'Ensemble national de Cracovie, une troupe folklorique, qui devait se produire jeudi à Tréguier (Côtes-du-Nord), s'est vu refuser le visa de sortie par les autorités polonaises. Selon le directeur du Palais des congrès de Tréguier, qui a publié un communiqué le 28 juillet, c'est en raison de la défection en Espagne de nombreux supporters de l'équipe de football polonaise au Mondial que les autorités de Cracovie se sont vu opposer ce refus de visa. L'ensemble de Cracovie sera remplacé par le groupe folklorique de Poznan, qui avait obtenu son visa de sortie avant les événements du Mondial pour une tournée en Grande-Bretagne, et qui va se produire maintenant en France.

GÉRARD CONDÉ.

DANSE A AIX

Un « Lac des cygnes » minimal

Inaugurées dans la bonne humeur avec l'athlétique Charles Moulton, les soirées de « la danse à Aix » se sont poursuivies avec une prestation élégante de Claude de Vulpian et Jean-Yves Lormeau, étoiles de l'Opéra de Paris, ovationnés par un public d'apprenties ballerines fascinées comme des alouettes. Le groupe de Janet Smith, en revanche, a paru bien conformiste dans des tableaux de mœurs typiquement anglais. Puis, les choses ont commencé à devenir intéressantes ou détestables (c'est selon) avec l'Américaine Johanna Boyce, qui semble considérer la danse comme une thérapie de groupe. Elles ont nettement tourné à l'acide avec la création d'Andy Degroat, *Le Lac des cygnes*. Certains spectateurs, estimant que la marche prolongée ne relève pas des activités chorégraphiques, ont réagi très violemment.

En fait, si l'on n'a pas suivi le travail d'Andy Degroat depuis ses débuts, on peut se méprendre sur ses intentions. Venu à la danse sans l'avoir apprise, il a d'abord pratiqué le *spinning*. L'art de tourner ! Il a collaboré avec Bob Wilson, puis il s'est intéressé à la façon de faire évoluer des gens ensemble en laissant chacun affirmer sa différence de tempérament ou de style. Dans des œuvres comme *Red Notes* ou *Fine Ice No. 2*, créé à Arles le 27 juillet, il s'est révélé un chorégraphe particulièrement riche dans ses combinaisons spatiales. C'est en fonction des relations temps-espace qu'il s'est intéressé aux structures du ballet classique. Fasciné par *Le Lac des cygnes*, il a décidé de le traiter dans son propre registre, selon un jeu de formes fixe et libre. Il s'agit d'un hommage inattendu mais sincère au chef-d'œuvre de Petipa. Un peu comme des variations que pratiquent les peintres abstraits à propos de tableaux de maîtres.

COLETTE GODARD.

★ Tsujimura joue au Théâtre municipal jusqu'au 2 août. Séance à 21 h 30.

ACTION CULTURELLE

CONFLIT AU CONSERVATOIRE DE PANTIN

Comment enseigner la musique ?

Quinze grévistes, presque tous affiliés à la C.G.T., bloqués par un maire communiste à la suite d'une série d'actions revendicatives. Telle est la situation que peu surpren-

nante à laquelle a abouti, à Pantin (Seine-Saint-Denis), un conflit, démiéme ces dernières années, mais qui s'est nettement durci depuis le mois de février. Les protagonistes ?

Un groupe de professeurs du conservatoire municipal de musique et le maire, M. Jacques Isabet (P.C.). Les professeurs réclament une revalorisation de leurs salaires, bloqués au même indice depuis plusieurs années. Là pourtant, et tous le disent, n'est pas le problème de fond.

A la municipalité, on met en cause la compétence de certains enseignants, l'absence d'une quelconque volonté de concertation ; on indique également que plusieurs d'entre eux, exerçant également dans d'autres établissements, hors de Pantin, ne peuvent se consacrer correctement à leur travail au conservatoire. Cela, d'ailleurs, sans pour autant nier la qualité culturelle à laquelle sont sensibles des publics venus d'autres banlieues ou de Paris, parmi lesquels des adultes musiciens souhaitant se perfectionner. Mais on considère à la mairie qu'il faut toucher en priorité les enfants de la population ouvrière de Pantin, y compris par le biais des écoles ou des centres de loisirs assésés dans la ville.

Les professeurs incriminés rétorquent que ce conservatoire, né en 1972, a toujours eu pour vocation de « promouvoir une vie musicale » à Pantin, de permettre une approche individualisée, non traditionnelle, du fait musical. Ils affirment que, depuis 1977, un changement de politique culturelle est apparu au parti communiste et que l'équipe municipale qui l'a suivi, n'a pas soutenu des actions géographiquement diversifiées qui existaient alors. Selon eux, la nouvelle orientation s'opposait à leurs propres objectifs et mettait davantage l'accent sur un apprentissage artistique structuré laissant peu de place à l'innovation et à la création. Ils déplorent que M. Isabet se soit fondé sur un « alibi de concertation », notamment pour nommer, il y a quelques mois, un nouveau directeur au conservatoire.

Le dialogue est bloqué. M. Isabet dit « avoir toujours voulu discuter mais pas se mettre à genoux ». Les professeurs licenciés déclarent l'être pour fait de grève et diffèrent idéologique ; ils comptent déposer prochainement un recours devant le tribunal administratif. Quant aux Pantinois interrogés, ils sont partagés, plus préoccupés en cette période de vacances scolaires - et artistiques - par le règlement du conflit de la SEITA ou par le risque de licenciements à la parfumerie Bourjois.

LE DISCOURS DE M. LANG

Un non-événement ?

L'allocation prononcée mardi 27 juillet à Mexico par M. Jack Lang devant la deuxième conférence mondiale des politiques culturelles de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (l'UNESCO), qu'il n'y a finalement aucune raison de désigner en français sous son sigle anglo-saxon (UNESCO) sera-t-il le discours de Phnom-Penh (1) de la culture ? Pour le moment, il a surtout été l'occasion d'une jolies opération de désinformation.

Maintenant que l'on a vu des images de la séance désormais mémorable au cours de laquelle le ministre français de la culture a attaché à la connaissance, les assises de l'UNESCO, maintenant que l'on dispose à Paris du texte inextinguible de M. Lang, on peut presque se ranger à l'avis de M. Jobert. Le ministre du commerce extérieur, qui est aussi un homme de culture, tout en approuvant, vendredi 30 juillet, sur Antenne 2, le plaidoyer de M. Lang en faveur d'une « résistance culturelle » face au « rattachage des cultures nationales » par l'« immense empire du profit », qualifiait cet appel de « non-événement », tant sont évidents le mal et la nécessité de s'y attaquer enfin pour de bon. L'événement, c'est d'avoir lancé du haut d'une tribune officielle ce que l'on confie d'habitude aux journalistes en leur demandant de ne pas le oublier.

Alors que certaines dépêches hâtives de Mexico avaient projeté à l'extérieur une image agressive, voire vociférante de M. Lang, il apparaît, au contraire, qu'il a procédé, dans le ton et la forme, avec une courtoisie toute diplomatique, ne citant même à aucun moment le nom des Etats-Unis. Si ceux-ci ont si fort réagi - jusqu'à l'acteur Chertton Heston, membre de la délégation américaine, qui a essayé de tourner en

ridicule ce qu'il a appelé le « nationalisme » de M. Lang - c'est qu'il se sont eux-mêmes reconnus dans ce « nationalisme financier et intellectuel » à l'échelle sinon de toute la planète, du moins de l'Occident et du tiers-monde (Le Monde des 29 et 30 juillet).

Sauf à être déjà anesthésié culturellement - c'est d'ailleurs là le résultat si ce n'est pas le but de cet impérialisme - il crève les yeux que la menace intellectuelle représentée par les Etats-Unis est, pour les deux tiers de l'humanité, le pendant de la menace politique incarnée par la superpuissance soviétique. Comme le disait précisément une jeune Américaine, la journaliste de télévision Marie Reed (auteur d'autre part d'une thèse sur M. Michel Jobert) : « Je reconnais de moins en moins la France. Ce n'était pourtant pas pour qu'elle devienne une sous-Amérique que nous sommes venus la libérer en 1944, mais pour qu'elle recouvre sa liberté, c'est-à-dire sa personnalité. Malheureusement, les libérateurs étaient aussi la première puissance exportatrice du monde... »

M. Lang ne l'a pas dit expressément, mais ce qui ressortait finalement de son discours c'est que les peuples libres seront d'autant moins enclins à résister à l'hégémonie politique soviétique qu'ils auront été dépossédés de leur identité nationale par l'envahissement culturel américain. Il y a peut-être là de quoi faire réfléchir à Washington.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) En septembre 1966 régnait au Cambodge par le prince Sihanouk, le général de Gaulle avait exhorté les Etats-Unis à retirer leurs troupes d'Indochine afin de « retrouver leur audience d'un bout à l'autre du monde ». Ses propos avaient eu un grand retentissement international.

« ION », THÉÂTRE MUSICAL

Les conventions d'un genre

On a pris l'habitude de dire que le théâtre musical est un genre en devenir, qu'il n'existe pas de définition, et, cependant, on pourrait en donner la recette : beaucoup de texte avec de la musique autour, moins de chant que de paroles ; bannissez les voix de soprano, de ténor ou de baryton, préférez-leur les haute-contre, les mezzo, les basses profondes ; n'oubliez pas de faire chanter et parler les musiciens, de les faire participer physiquement à l'action. Quant aux instruments, recherchez la rareté, des violons, un clavecin, un orgue. Dissociez si possible les jeux de scène et le sens du texte afin d'éviter la grossière pantomime, ne vous souciez de l'accent technique des mots que pour le contraindre par ceux de la musique. Bref, carressez à rebrousse-poil le théâtre et la musique, il en sortira toujours du théâtre musical.

Essoufflement

Aussi étrange que cela paraisse, la recette n'est pas connue, mais elle est dans l'air, et il semble aussi difficile d'y échapper que d'en tirer des résultats convaincants, sinon originaux. Cela tient, d'une part, à une limitation des moyens, qui, après avoir été stimulante, devient de plus en plus contraignante, d'autre part, à la fragilité de toute esthétique de contrainte. L'adaptation de la pièce d'Euripide, Ion, par Georges Boïard (qui signait également la mise en scène), musique de Bernard Cavenne, présentée au cloître des Célestins du 27 au 31 juillet, pourrait être la parfaite illustration de ces limites et de l'essoufflement que connaît actuellement le théâtre musical.

Le personnage principal, Ion, né du viol d'une mortelle par Apollon, abandonné sur les Hauts-Roches et devenu serviteur du temple de Phoebos, est incarné par une voix de haute-contre, celle d'Alain Zepff, qui réalise un véritable tour de force en mêlant si naturellement la voix parlée et le chant. Créuse

(Anna Bartoloni) - qui ignore s'adresser à son propre fils - vient alors consulter le dieu pour savoir ce qu'est devenu cet enfant, tandis que Xouthos (Bernard Fabre-Garrus), l'époux de Créuse, venu lui aussi trouver l'oracle, apprend que la première personne qu'il rencontrera sur sa route sera son fils, né d'une mère inconnue : les sans-fon. Collège de Créuse, devant cette révélation, et, sur les conseils d'un vieillard (Xavier Tarnat), elle décide d'empoisonner celui qu'elle prend pour son beau-fils. La tentative échoue, Ion menace de tuer Créuse mais la Pythie apporte la corbeille dans laquelle l'enfant fut abandonné jadis. Reconnaisance de la mère et du fils, élégance générale.

Tout cela n'est pas aussi clair pour le spectateur non prévenu et il faut croire que l'adaptateur-metteur en scène s'est attaché à accentuer le part d'obscurité dont le chant couvre presque obligatoirement le texte. Comme le compositeur semble s'être moins soucie de rendre les dialogues saisissables que d'établir des degrés d'intelligibilité des mots et des conflits entre le sens et l'expression, l'impression générale, que l'on retire est celle d'un spectacle assez incohérent assorti d'une musique qui procède par larges touches, comme une fresque, avec interventions ponctuelles d'un chœur d'instrumentistes-chanteuses, roulements de percussion, ostinati de clavecin amplifié, cordes pincées rappelant la cithare, et haubois évoquant l'aulos de la tragédie grecque.

La lenteur et la sophistication de la mise en scène ne contribuent peut-être pas à donner à la partition un supplément d'intérêt, comme cela devrait toujours être le cas dans pareille circonstance. Sur France-Culture le 18 août entre 19 h 10 et 22 h 20 on tirera peut-être pas excessivement cette production plus honorable qu'exaltante.

GÉRARD CONDÉ.

« L'HOMME ET LA MUSIQUE » SUR FR 3

estipieuse dont on ne peut pas parler en musique ». Le regard du maître tantôt assis sur

tarrié basés sur une chaîne de poésies
dici; tantôt au fond d'un bois, et
gondole, au haut d'un : théâtre
grec, devant un groupe d'Asi-
cains dans un village, poursuiv-
sant exacts.

Ce n'est pas tant ce que o-
Yehudi Menuhin qui gêne - ce
qu'il dit sur la naissance du violon
qui passionne, comme
sur le son, les vibrations du
monde, - c'est le manière dont
on lui fait dire. Défait dans
conception même de l'émission
absence d'inspiration, réalisation
et montage indigents. Il fallait le
violon, Yehudi Menuhin, et puis
prévoir à l'improviste, et puis le
torturer, fouiller ses pensées,
remettre en cause. Non, on as-
siste à une sorte de voyage com-
mercé, dévot, platement illustré.

Et l'inévitable coucher de soleil
sur le mer pour lors la première
émission !

CATHERINE HUMBLEST.

A partir du dimanche 1^{er} août
FR.3, 20 h 35

SPORTS ÉQUESTRES

Au C.S.I.O. de Grande-Bretagne

De notre envoyé spécial

à Hickstead. — Sous une de plates anglaises excluant tout espoir d'accalmie, le concours hippique international de Hickstead a commencé, vendredi 20 juillet, à 10 heures, par une longue épreuve. L'obligation de finir avant la nuit appelant plus le premier concurrent à 12 h 45. Car, si les chevaux n'aptent à percer les ténèbres, — ainsi que rien ne soit moins sûr, — les valétins en revanche, ont besoin de surveiller du coin de l'œil les obstacles, d'où ces têtes jouant occasionnellement les symphonies plus ou moins dominantes de l'ensemble.

Les Français ont tiré leur épingle du jeu dans deux des trois épreuves. Michel Robert, en selle sur *Gaz d'Elle*, tout de même coiffé au tout par le minuscule Irlandais *Darragh*. Plus modestement, *Patrice*, Pierre, autre Français de talent, classait à la cinquième place d'épreuve de maniabilité sur le poulain *Flonlon*, une sorte de *Flonlon* par les sauts, mais pas par les collectes montées, de la naissance. Ce sympathique animal, fait d'origine, ne s'en connaît pas le point d'avouable.

Nous avons été, une fois de plus subjugué par la monte des jeunes cavaliers d'outre-Rhin par leur respectueux des enseignements

TENNIS

Noah en demi-finale d'un tournoi américain

PRÉCISION. — Après l'article de Mathilde La Bardonnie, consacré à la présence de France-Musique à Aix-en-Provence (*Le Monde* du 28 juillet), M. Philippe Caloni, animateur de cette station, dément que Mme Michèle Corta lui ait proposé la franchise de 7 à 9 heures sur France-Inter. Il ajoute : « J'ai bien l'intention, tant que la direction de France-Musique sera dirigée par M. de Radio-France m'en donnera la possibilité, de continuer d'assurer mon travail d'informateur sur France-Musique. » Pour sa part, notre collaboratrice maintient que M. Philippe Caloni lui a bien tenu les propos qu'elle a rapportés.

Yannick Noah a éliminé l'Américain Jimmy Arias (6-3, 6-3), et a remporté 30 juillet, en quart de finale du tournoi de South Orange (New Jersey), doté de 125 000 dollars, comptant pour le Grand Prix.

Thierry Tulasne, Bernard Fritsch et Henri Leconte ont été battus en séries de finale du tournoi de New York. Tulasne s'est incliné (6-1, 6-1) devant l'Argentin Ciro; Fritsch a été dominé par le Tchèqueoslav Lendl (6-4, 6-0), et Leconte a été éliminé par l'Australien McNamee (6-4, 6-7, 7-5).

Corinne Vancier a battu l'Américain Gadschek (6-4, 6-2) en quart de finale du tournoi de San-Diego (Calif.-U.S.).

SCIENCES

MORT DE L'INVENTEUR DE LA CAMÉRA DE TÉLÉVISION

L'inventeur américain Vladimir Zworykin, qui est la première caméra de télévision, est mort jeudi 29 juillet à New York, à la veille de ses quatre-vingt-troisième anniversaire. Il avait inventé en 1931 l'Iconoscope, premier appareil de prise de vues où le balayage de l'image était réalisé par des moyens électroniques et non mécaniques.

Le principe en était de former l'image sur une plaque photosensible et de balayer celle-ci par un faisceau d'électrons. La plaque photosensible formait condensateur avec une plaque métallique dont elle était séparée par une feuille de mica. La

chaîne de ce condensateur variable, nous pouvions ainsi régler le « focus » de l'éclaircissement du point lumineux, et ainsi faire varier le diamètre du faisceau d'électrons, nous fournissant donc un signal électrique qui décrivait point par point l'image, qui pouvait ensuite être amplifiée et transmise vers un émetteur radio.

[Né à Moursin, en Russie, le 30 août 1889, Vladimir Zworykin avait émigré aux États-Unis en 1924. Inventeur de l'icône et de plusieurs autres appareils de télévision ou de microscopie électronique, il fut nommé directeur de la RCA et obtint la médaille nationale de la science, plus haute distinction américaine, en 1954. Il avait dirigé le laboratoire de recherches électroniques de la RCA.]

Dimanche 1^{er} août

PREMIERE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protectante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée avec la paroisse de Marnand (Lot-et-Garonne),
présideront : Père André Lougnot.
12 h Série L'aventure des pirates
De J.-M. Felt et J.-P. Cury. (Rédif.)
Les deux grandes inventions : l'épée et le génie.
12 h 30, La bonne conduite.
13 h Journal.
13 h 20 La clé est sous le paillasson.
(à 15 h 40, 17 h 5).
15 h 30 Tiercé à Deauville.
15 h 40 Téléfilm : L'Or du Sud.
Réal. J. Marcy.
18 h 10 Série : Pour l'amour du risque.
19 h 30 Les animaux du monde.
Le miracle des Galapagos.
20 h Journal.
21 h 35 Cinéma : Le gentleman d'Epoom.
Film français de G. Grangier (1962), avec J. Gabin,
M. Robinson, L. de Funès, P. Frankler, F. Villard. (N.
rédi.).
*Un grand bourgeois sans argent, chef d'entreprise en retraite,
se convertit à l'évangélisme et veut vendre, sur les
champs de courses, des « traxons » à des nœuds.*
Gabin en escroq reste un personnage sympathique et met les
spectateurs de son côté, avec l'aide des dialogues de Michel
Audréard. Meilleurs moments de ce film commercial : une
rencontre sentimentale avec Madeleine Robinson, une ren-
contre comique avec Louis de Funès.

22 h Gala de l'X.
Aurore de Hacadal, trois préludes de Rachmaninov, Expi-
mède de J.S. Bach, avec l'Orchestre national de l'Opéra de
Paris.
23 h Sports dimanche soir.
23 h 30 Journal.
24 h 55 A Bible ouverte.
Le livre de Job.

DEUXIÈME CHAÎNE : À 2

- 11 h 40 Cours d'anglais.
- 12 h Pétite 45.
- 12 h 30 Spécial Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Série : Hunter.
 - 14 h Document : Un monde différent. La route du bonheur, réal. F. Rodif.
 - 15 h 5 Feuilleté : Les amours de de la Belle Epoque. Le mariage de Chiffon. (Rodif).
- 16 h 5 Série : Le document : Le concours de cheval. Le concours complet aux Jeux olympiques.
- 16 h 25 Le Muppet Show.
- 16 h 55 Série : Médecins de nuit. Un trafic important compromis par une jeune comédienne et son livre rouge.
- 17 h 55 La chasse aux trésors.
- 18 h 55 Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeux sans frontières.
 - L'émission de Guy Lux et Claude Savarit se tient cette fois à Siboulon Yvergoiselle sur le thème des vœux.
- 21 h 40 Série documentaire : Les grands travaux du monde.
 - De J. Labbé et R. Soulier.
 - L'histoire du « transalpinisme », le train qui traverse la jungle pour relier Libreville à Francville.*
- 22 h 50 Jazz : La grande parade.
 - de J.-C. Avery.
 - New-York Jazz Repertory.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 40 Spécial DOM-TOM.

20 h Pour les Jeunes : il était une fois l'homme.
1555 aux Pays-Bas : la révolte des gueux, l'attachement des polders, les grands peintres.

20 h 35 L'homme et la musique : Yehudi Menuhin.
Réal. R. Bucking et J. Thomson.
Première partie : *Le Késan de la vie*.
(Livre écrit avec le compositeur ci-contre).

21 h 35 Courts métrages français.
Jimmy Jazz, de L. Pécin.
Quelques personnes un peu destructives en quête d'identité et d'amorçes.

22 h 30 Journal.

22 h 35 Cinéma de minuit Joyée Danielle Darrieux : Club de femmes.

Film français de J. Duvall (1936) avec D. Darrieux, S. Stock-Hell, E. Argal, E. Brasseur, C. Bouleau, J. Day, J. Anneau (N° 1).
Un amour prohibé... à quelques jours du film, sentiments d'un foyer... etc... n'entraînent pas les hommes et dans lequel une doctoresse décline tous les situations difficiles.
Écrit et réalisé par un auteur à succès du théâtre de boulevard.
C'est une comédie très moderne qui contient l'épique, l'humour, l'émotion, le drame, ce film de femmes, gorgée, Danielle Darrieux en tête, de jeunes vedettes de l'époque et la grande comédienne Valentine Tessier.

0 h 15 Prélude à la nuit.
« Le Val du Bourdon », de Rimski-Korsakov, par les Percussions.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 15, La Soutire ouverte.
- 8 h 15, *Horizon*, magazine religieux (La pensée de l'épiscopat bretonien).
- 9 h 45, *Chasseurs de son*. En Seine-Rosselle, avec J.-C. Gigan et P. Godard.
- 10 h, *Pat et trévisse*.
- 11 h 30, *Protestantisme*.
- 9 h 10, *Échoes brevill*.
- 9 h 40, *Divers aspects de la pensée contemporaine* : La Grand Orient de France.
- 10 h, *Messe en l'église de Morvair (Morbihan)*, prédicateur : Pierre Pillau.
- 11 h, *Ariguen* : Bachelard, de la cave au grenier.
- 12 h 5, *Albâtre* : Un choix de textes humanistiques ; Les dimanches du dictionnaire.
- 13 h 45, *Éléments* avec... Edith Bordin.
- 14 h, *Sans* : La Contrepartie.
- 14 h 45, *Comp. littéraires* de T. Stoppard avec J. Topart.
- 15 h 15, *Ariguen* : Ensemble triage turc.
- 17 h 30, *École de l'Empire* : La fortune de Giscard, de la conteste de Stégar (vidéo).
- 18 h 30, *Mi non troppo*.
- 19 h 10, *La chaîne des chaînes*.
- 20 h, *Albâtre* : Poésie des Caraïbes (Haiti, Guadeloupe, Martinique).
- 21 h, *Cybernetique française* : « Le Rad d'Yvesse », de J. Riart, Évelyne Riart, A. de la Touzanne ; « Le Poirier de maître », de M. Delanney, Yves de J. Liorzio et A. de la Touzanne ; « Le Bourgeois de Palaise », de M. Thibaut, Évelyne de J. Liorzio et A. de la Touzanne, par l'Orchestre symphonique de la radio-télévision française.
- 23 h 15, *Ariguen* : Découper en suivant la pointillé (rock-cinéma).

FRANCE-MUSIQUE

- 9-12, Concerts passagers : Guyton de Millaud, Amandin, Gaudin, Bachelard, Dreyfus, Delacour.
- 9-12, Les concerts du temple.
- 9-12, Médiascope International.
- 9-12 h Concert (en direct du Mousteau) : Festival de Salzbourg
52 : « Symphonie en fa majeur », « Concerto pour piano et orchestre », « Airs de concert », « Symphonie n° 28 », « Concerto pour piano et orchestre ».
Dir. K. Buzla, soprano, I. Haeuber, piano.
- 9-12 h, Les sept-mâts de l'orchestre : Répétition et audition de la 36^e Symphonie de Mozart, par l'Orchestre Columbia. Dir. B. Walter.
- 15 h, Drame orfèvre Fantôme.
- 17 h 26, Le club de la presse.
- 17-18 h 30 Concert (en direct du Klavier Konservatorium de Salzbourg) : Concert de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et chœur de Staatsoper de Vienne. Dir. R. Mutz. Sol. M. Marshall, A. Bellet, K. Barde, F. Ariza.
- 20-21 h 35 Drame orfèvre Fantôme : Écrivain de l'époque, Mahler.
- 21-22 h 30 Concert : (en direct du théâtre Schillerhaus) « Le tombeau de Copérnic », de Karol ; « Pelléas et Mélisande », de Maeterlinck ; « Symphonie en ut mineur », pour voir le monde d'un autre angle. Dir. Gerd Altmann.
- 22-23 h, Festival de Jazz à Antibes : La Cité du New band.

INFORMATIONS « SERVICES »

VACANCES

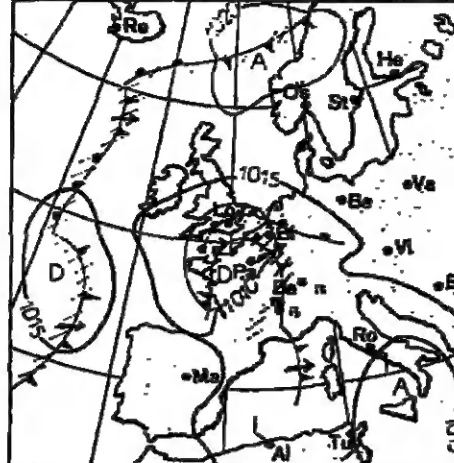
S.V.P. TELEPHONIQUE D'ACCES AUX PLAGES

Existe-t-il des plages privées ? Comment se rendre de La Croix-Valmer à Saint-Tropez en suivant la côte ? Pourquoi l'accès de certaines plages sont-ils barrés par de hauts murs surmontés de grillages dans la presqu'île de Giens ? Les plages ont-elles le droit d'interdire au public de passer sur leurs concessions ? Pour répondre à toutes les questions concernant l'accès au rivage, le ministère de la mer vient de créer dans chacun des vingt-deux départements littoraux un bureau de renseignements téléphonique appelé « S.V.P. accès au rivage ». Voici la liste des fonctionnaires chargés de cette permanence ainsi que leurs numéros de téléphone.

- NORD** : M. Philippe Demarque, sous-préfet de Dunkerque, tél. : (28) 65.11.86.
- PAS-DE-CALAIS** : Mlle Michèle Vachery, tél. : (21) 21.96.00, poste 338.
- SOMME** : M. Freyille ou Mme Leroy, tél. : (22) 91.73.41, poste 336.
- SEINE-MARITIME** : M. Grasse, tél. : (35) 62.82.88, poste 165.
- CALVADOS** : M. Bertrand Le Pelley, urbanisme et environnement, tél. : (31) 84.81.14, poste 371.
- MANCHE** : Mlle Meyer, tél. : (33) 57.46.50, poste 170.
- ILLE-ET-VILAINE** : Mme Moreau, tél. : (99) 61.19.50, poste 23-34.
- MORBHAN** : Mlle Catherine Briat, tél. : (97) 47.30.30, poste 286.
- FINISTERE** : Mlle Marie-José Kervelle, tél. : (98) 90.02.80, poste 1334.
- LOIRE-ATLANTIQUE** : M. Lucien Garnier, section des installations classées, tél. : (40) 47.39.80, poste 32-79.
- VENDEE** : tél. : (51) 65.50.70, poste 300.
- CHARENTE-MARITIME** : Mme Bessard, tél. : (46) 41.92.00, poste 309.
- GIRONE** : Mlle Doudon, tél. : (56) 96.81.33, poste 3402.
- LANDES** : M. Toutou, tél. : (58) 75.84.40, poste 439.
- PYRENEES** : M. Chapuis, tél. : (59) 33.84.32, poste 476.
- PYRENEES-ORIENTALES** : M. Caprie, tél. : (68) 51.22.50, poste 40-30.
- AUDE** : M. Puyg, tél. : (68) 32.31.41.
- HERAULT** : service maritime, M. Monstren, tél. : (67) 63.01.10, poste 220.
- GARD** : M. Bernard Guin, environnement, tél. : (66) 67.70.21, poste 1350.
- BOUCHES-DU-RHONE** : M. Guimenes, tél. : (91) 54.90.40, poste 4612.
- VAR** : M. Didier Bernard, tél. : (94) 89.90.40, poste 3310.
- ALPES-MARITIMES** : Mme Derouet, environnement, tél. : (93) 72.20.00, poste 2560.
- CORSE-DU-SUD** : Mme Fricaud, tél. : (95) 21.90.21, poste 474.
- HAUTE-CORSE** : M. Andrieu, tél. : (95) 31.99.33, poste 342.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31.07.82 A 0 h G.M.T.



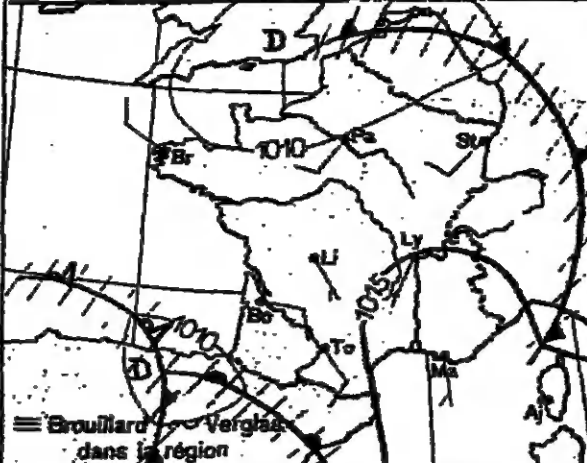
Évolution probable du temps en France entre le samedi 31 juillet à 0 heure et le dimanche 1^{er} août à 24 heures :

La perturbation pluvio-orageuse ayant encore affecté nos régions orientales samedi s'évanouira au-delà de nos frontières. Elle sera suivie dimanche d'un temps ensoleillé agréable, sauf sur le Sud-Ouest, qui sera atteint par une nouvelle perturbation.

Dimanche, dans le Sud-Ouest, après une matinée brumeuse puis peu nuageuse, les nuages deviendront nombreux, d'abord près des Pyrénées puis sur toute l'Aquitaine et le sud du Massif Central. Ils donneront lieu, vers la fin de journée, à des pluies et quelques orages. Près des côtes de la Manche, le ciel sera encore assez nuageux. Partout ailleurs, la journée débutera avec des brumes et quelques bancs de brouillard. Après leur dissipation, le temps sera très ensoleillé avec des températures de saison, particulièrement élevées dans le Nord-Est.

La pression atmosphérique redra au

PRÉVISIONS POUR LE 01-08 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 juillet) : Ajaccio, 30 et 23 degrés ; Biarritz, 21 et 15 ; Bordeaux, 23 et 15 ; Bourges, 26 et 13 ; Brest, 18 et 15 ; Caen, 20 et 15 ; Cherbourg, 18 et 14 ; Clermont-Ferrand, 26 et 13 ; Dijon, 23 et 15 ; Grenoble, 28 et 14 ; Lille, 25 et 15 ; Lyon, 26 et 15 ; Marseille-Marinigane, 34 et 18 ; Nancy, 28 et 15 ; Nantes, 20 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 22 ; Paris-Le Bourget, 25 et 16 ; Pau, 20 et 10 ; Perpignan, 26 et 16 ; Rennes, 22 et 17 ; Strasbourg, 27 et 16 ; Tours, 23 et 16 ; Toulouse, 22 et 12 ; Poitiers-Père, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 30 et 18 degrés ; Athènes, 33 et 21 ; Berlin, 28 et 17 ; Bonn, 29 et 16 ; Bruxelles, 27 et 17 ; Le Caire, 34 et

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 31 juillet :

UNE LOI

● Portant statut particulier de la région de Corse : compétences.

DES DÉCRETS

● Modifiant les décrets du 25 juillet 1960 modifiés portant réorganisation des concours d'entrée à l'école normale supérieure et à l'école normale supérieure de jeunes filles.

● Modifiant le décret du 2 janvier 1980 portant création du certificat de moniteur cadre d'ergothérapie.

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux modalités de calcul des ressources consacrées au financement de l'action sociale des caisses d'allocation familiale dans les départements d'outre-mer.

● Fixant le montant pour 1982 du budget du fonds additionnel d'action sociale concernant les services ménagers pour les personnes âgées.

● VIDCOM-82, marché international de la télématique et des banques de données, se tiendra à Cannes du 15 au 19 octobre. Renseignements : téléphone 505-14-03.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3244

HORIZONTALEMENT

I. Affection qui se caractérise souvent par des voix ou par des cris. Le poète la trouve amère. — II. Leurs effets donnent lieu à des démonstrations de force. Participe. — III. Peut se faire dans la contradiction. Commode pour les suivants. — IV. Nom de roi. Peut se faire quand on est dans le gène. Se retourne pour appeler. — V. Une partie parfois difficile à relever. Caractère gras. Abréviation. — VI. Sélectionné pour son grain. Victime de la chaleur. — VII. Vit avec une certaine aisance dans le plus grand dépouillement. Ne s'étend pas pour une petite croûte. — VIII. Toujours traité avec soin. En Bavière. Était déjà découvert quand on l'a inventé. — IX. Garde la tête froide même au troisième quart dans l'eau. Plus graves que le violon. — X. Se lance avec une grimace. Du rouge dont on se tamponne. Fin de service. — XI. Son action se fait sentir au bout de quelques cocktails. Des habitués du coin. — XII. Point du jour. Revient après un repas. — XIII. N'est pas venue, c'est le moins qu'on puisse dire. Titre de gloire. Note. — XIV. Se trouve dans « Gigi ». C'est un ravissement, mais ce n'est pas la joie. Ce n'est pas une histoire de gros sous. — XV. Même couvert, on n'y est pas à l'abri des balles. Très respirable.

VERTICALEMENT

I. Il sied de l'utiliser après les gâteries avant que cela se gâte. — 2. C'est toujours le fait de rêver mais pas d'impérativement. — 3. Plante au nom bien de chez nous. Sujet de chasse. — 4. Son exposition est peu rayonnante. Cours élémentaire. Peut se proposer pour endormir. — 5. Nait toujours dans une chambre. Vieux rasoir qui coupe les cheveux en quatre. Source de lumière. — 6. Cours de détente. Génie nos déplacements ou nous venant. — 7. Utilisés dans des histoires de cochons. Émetteurs de sons. — 8. Victime de la boisson. Personnel. Intervient dans un placement. — 9. Comme des heures que l'on peut considérer comme avancées. La belle et la bête. Protection animale. — 10. Préposition. Précède le docteur. On la défie plus lentement qu'on la vide. — 11. Fin d'un

VERTICALEMENT

éclat mais le début d'une épreuve. Démonstratif. — 12. C'était déjà le service obligatoire. Bon placement pour un retrait. Avec elle on est sûr que cela vient du cœur. — 13. Démonstratif. On le fait sans espoir de retour. Note. — 14. Agent de protection. Il lui est aisé de toucher la corde sensible. Lettre grecque. — 15. Ce n'est pas un minet de bonne famille. C'est une certaine variété.

Solution du problème n° 3243

Horizontalement

I. Blanchisseuse. — II. Laver. Aorte. Et. — III. Avocat. Avions. — IV. Nervuse. Epiera. — V. Terreur. Ilien. — VI. Hie. Apre. Sin. — VII. Miens. Bette. (Allusion à Balzac). — VIII. Envoi. Urée. Ne. — IX. Reni. Pense. Mou. — X. Stail. Seies. — XI. Ops. Sadisme. Clé. — XII. Sa. Assureur. — XIII. C.G.S. Eté. Grisons. — XIV. Ante. Sois. Sue. — XV. Récouverture. Est.

Verticalement

I. Blanchisseur. — 2. Lave. Espagne. — 3. Avortements. S.T.O. — 4. Neuve. Inia. Eu. — 5. Crêpe. E.V. Esse. — 6. Ma. Uranoplastie. — 7. Asepsie. Due. — 8. Saver. Noir. St. — 9. Sois. Rébus. Ségou. — 10. Erre. Ere. Mérir. — 11. Utopiste. Serine. — 12. Sénilité. — 13. Seine. Mi-closé. (Allusion à une comédie de Molière). — 14. R.E. Noël. Nus. — 15. Etrangleuse. Set.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

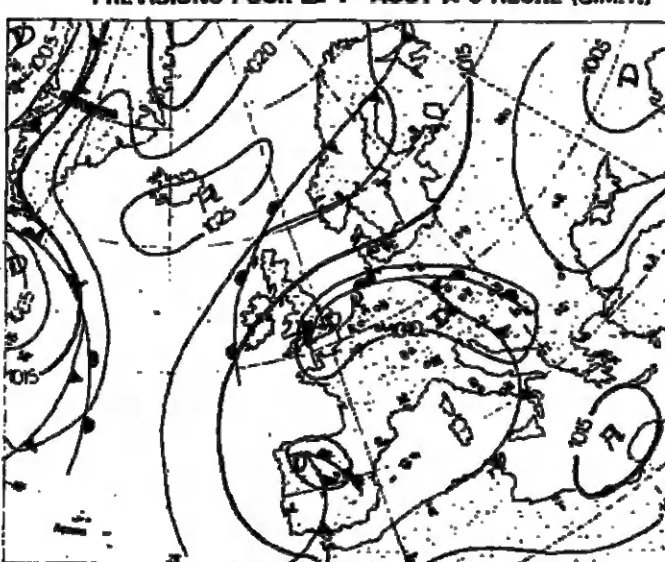
MARDI 3 AOUT

- « Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (M^o Legeorgis).
- « Hôtel de Lauzun », 15 h 17, quai d'Anjou (M^o Brocard).
- « Bibliothèque nationale », 15 h 38, rue de Richelieu (M^o Garnier-Ahlberg).
- « Exposition place de la Concorde », 15 h, musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (M^o Vermeersch, Caisse nationale des monuments historiques).
- « Montagne Sainte-Geneviève », 15 h, métro Cardinal-Lemoine (Commissariat d'ici et d'ailleurs).
- « Monsieur de Balzac en sa maison », 15 h 47, rue Raynouard (M^o Ferland).
- « Le Marais illuminé », 21 h, métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).
- « La Seine, ses vieux ponts », 10 h 30, devant le Théâtre du Châtelet (Paris Antéa).
- « Le Paris des « Dieux ont soif », 15 h 23, rue Saint-Honoré (Paris et son histoire).
- « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

LE GRAND CHINOIS
8, Av. de New York 15^e
75008 Paris. Tél. : 723.98.21. Ferme lundi.

« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
AIR FRANCE - ATLAS
LE PRIX CRISTALLE DE VERMEIL

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AOUT À 0 HEURE (G.M.T.)



BREF

- COLLOQUES.**
- CONTRE LA FAMILLE.** — L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et le Centre Saint-Dominique organisent, du 12 au 18 août, une session de travail sur le thème : « Peut-on éduquer aux droits de l'homme ? ». Il répondra ainsi à l'invitation du préambule de la Déclaration universelle des Droits de l'homme (1948), qui déclare que tous les peuples et toutes les nations doivent s'efforcer, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect des droits de l'homme.
- * 251, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 329-88-52.
- DOCUMENTATION**
- L'ENVIRONNEMENT EN MILLE MOTS.** — S'il est devenu quotidien, le langage de l'écologie n'en est pas forcément compris par tous et encore moins employé à bon escient. D'où la nécessité de définir une bonne fois les termes qui fleurissent dans la conversation et la littérature.
- En 1980, avait paru chez Larousse un Dictionnaire de l'écologie et de l'environnement dont les cinq cents mots, illustrés de graphiques, de photos et de dessins, constituaient déjà une bonne approche pour le grand public. Un autre éditeur vient de publier un Dictionnaire usuel de l'environnement et de l'écologie à la fois plus austère et plus complet.
- D'abstrait (milieu dépourvu d'organismes vivants) à zoonomes (maladies communes aux hommes et aux animaux), mille mots sont cette fois définis et commentés par une équipe de spécialistes. Chaque terme est assorti de ses équivalents anglais et allemands. Cette mini-encyclopédie en trois cents pages devrait rendre bien des services.
- * Chez Guy Le Prat éditions, 5, rue des Grands-Augustins, 75005 Paris. Deux tomes, prix : 195 F.
- FÊTES**
- GRIMACES.** — La comédie d'organisation du championnat du monde de grimaces organisée le 7 août, à Moncrabeau (Lot-et-Garonne), le
- Deuxième Mondial du rictus et de la lippe torde.
- Les érudits adeptes de l'art du « zénonique » peuvent s'inscrire au syndicat d'initiative, place Principale, 47600 Moncrabeau, tél. : (53) 65-42-79, ou à la Maison du Lot-et-Garonne, 15-17, passage Choiseul, 75002 Paris, tél. : 297-61-43.
- STAGES**
- APPRENDRE LES ÉTOILES.** — La Société astronomique de l'Hérault (S.A.H.) organise un stage, du 8 au 22 août au Cayler (Hérault), au pied du roc Castel, sur le Larzac.
- Les stagiaires, encadrés par des astronomes amateurs confirmés, apprendront à mieux connaître le ciel, les planètes, les étoiles, les nébuleuses.
- * Centre culturel de l'astronomie, place de l'Observatoire, 34000 Montpellier (joindre 4 francs en timbres pour dossier).
- IMPROVISATION MUSICALE.** — L'Institut pour la recherche et l'échange artistique organise, du 8 au 13 août, dans la campagne aréogise, un stage d'initiation et de perfectionnement à l'improvisation musicale.
- Ce stage est ouvert à tout instrumentiste ou vocaliste, quel que soit le style de musique qu'il pratique, et vise à faire découvrir l'improvisation dans la musique.
- * IREA, 1, rue Gay-Lussac, 31300 Toulouse. Tél. : (61) 21-45-91.
- VIVRE À PARIS**
- LES ARCHIVES NATIONALES PENDANT L'ÉTÉ.** — Les salles de lecture des Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, seront fermées les samedis en août et jusqu'au 11 septembre inclus.
- La salle de lecture de la section outre-mer (27, rue Oudinot, 75007 Paris) sera fermée l'après-midi pendant le mois d'août, à partir de 13 heures. Le Musée de l'histoire de France (60, rue des Francs-Bourgeois) continuera d'être ouvert normalement sous les arbres, sauf le mardi de 14 heures à 17 heures.

DECOLLEZ A PRIX VACANCES

1.580 F
AIR FRANCE
ALICANTE

1.110 F
AIR FRANCE
VENISE

745 F
AIR FRANCE
GENÈVE

670 F
AIR FRANCE
AMSTERDAM

1.220 F
AIR FRANCE
VIENNE

650 F
AIR FRANCE
LONDRES

Tarifs aller-retour pour des départs de Paris du 01 au 31 Août : il existe des tarifs Air France-Vacances vers 65 destinations au départ de Paris et un certain nombre au départ des villes de province.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport et sur les tarifs après les dates citées ci-dessus, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France.

AIR FRANCE VACANCES

DES PRIX POUR TOUT LE MONDE.

CONJONCTURE

Mauvais vent

Le mauvais vent souffle sur la conjoncture française. Les prévisions de croissance pour 1982 sont devenues de plus en plus pessimistes. Les économistes s'accrochent à l'idée que la croissance sera de 2,5 % en 1982, mais les chiffres récents de l'Insee montrent que la croissance a été de 2,2 % en 1981. Les prévisions de croissance pour 1982 sont devenues de plus en plus pessimistes. Les économistes s'accrochent à l'idée que la croissance sera de 2,5 % en 1982, mais les chiffres récents de l'Insee montrent que la croissance a été de 2,2 % en 1981.

LE CLIMAT
TOUTE LA SE DÉCHAUSSÉ
DANS L'INDUSTRIE

LA BOUTE DE L'ÉTÉ
UNE OFFRE EN
MÉTIER DE CHOC

MINISTERIO DOS TRANSPORTES
AVIS DE PRÉCAUTION

FINANCEMENT
Les banques ont décidé de ne pas prêter plus d'argent aux entreprises. Les banques ont décidé de ne pas prêter plus d'argent aux entreprises.

ENTREPRISES APRES L'ÉTÉ
Les entreprises ont décidé de ne pas travailler plus. Les entreprises ont décidé de ne pas travailler plus.

DEPOT DE L'ÉTÉ
Les entreprises ont décidé de ne pas travailler plus. Les entreprises ont décidé de ne pas travailler plus.

économie

Le Monde

CONJONCTURE

L'INQUIÉTANT DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE

Mauvais vendeurs...

M. Jobert ne cache pas la profonde inquiétude que lui inspire l'évolution du commerce extérieur de la France. « Nous allons, a-t-il déclaré, vers un déficit record de l'ordre de 80 milliards de francs pour 1982 », ajoutant que les produits français n'étaient pas assez compétitifs et que les services après-vente étaient souvent défaillants.

M. Jobert a bien raison de donner à la qualité du service rendu au client la même importance qu'au niveau des prix. Il est faux de croire — et de dire — que les succès à l'exportation sont une simple affaire de prix de vente. Dans de très nombreux cas, la préférence est donnée non pas au produit le moins cher, mais à l'entreprise la plus constante et la plus sûre dans la qualité du service rendu avant et après la vente : délai de livraison et ponctualité, réparation, fourniture des pièces détachées, entretien, etc.

Cela est vrai à l'importation comme à l'exportation, et, de ce point de vue, le thème de la reconquête du marché intérieur est mal posé depuis quelques mois. Les raisons qui expliquent certains échecs sur les marchés étrangers sont presque toujours les mêmes que celles qui expliquent la pénétration massive des produits étrangers en France.

Encore faut-il bien voir de quoi l'on parle lorsqu'on évoque la qualité du service rendu. Il ne s'agit pas seulement pour une entreprise ayant mis au point un bon produit à prix compétitif de le faire servir au moyen d'une campagne de publicité bien or-

chestrée. Il s'agit surtout de faire en sorte que n'apparaisse aucune faiblesse tout au long de la chaîne qui va de la production au consommateur, qu'il soit français ou étranger. Aussi excellentes soient les méthodes mis au point par Renault ou Peugeot, tous-ci seront délaissés au profit de modèles étrangers si, dans la petite ville de province, les garagistes concessionnaires des marques allemande, italienne ou japonaise sont plus sérieux, plus compétents ou plus aimables que ceux qui représentent les marques françaises. Les raisons qui pèsent à l'achat relèvent autant de la psychologie et des relations humaines que des performances techniques, qui, au demeurant, tendent à devenir les mêmes chez presque tous les constructeurs.

Ces remarques valent aussi pour les services. Que se passerait-il, par exemple, si Air Inter ne bénéficiait pas d'un quasi-monopole sur les lignes intérieures ? Il est facile d'imaginer la perte de clientèle qu'enregistrerait la compagnie française — pas toujours irréprochable, c'est le moins que l'on puisse dire — si une société étrangère offrait des services concurrents.

Incompétence, manque de ponctualité, de sérieux, ou, tout simplement, absence de la plus élémentaire amabilité ? Les services commerciaux ont en France beaucoup de progrès à faire pour ne pas gaspiller les efforts faits par les chercheurs et les techniciens.

ALAIN VERNHOLLES.

LE CLIMAT CONTINUE DE SE DÉGRADER DANS L'INDUSTRIE

Les réponses des industriels à l'enquête effectuée en juillet par l'INSEE confirment la stabilisation de la production industrielle observée depuis le début de l'année. Les industriels se montrent pessimistes en ce qui concerne l'évolution à attendre pour les prochains mois : le climat général continue de se dégrader ; la production pourrait légèrement baisser.

Les stocks de produits finis sont jugés plus lourds depuis deux mois et les carnets de commandes restent très dégauchés malgré une légère amélioration de la demande étrangère.

Les industriels ont à présent enregistré les mesures de blocage des prix : ils prévoient une stabilité générale des prix à la production au cours des trois prochains mois.

LA SORTIE DU BLOCAGE SERA DIFFICILE ESTIME M. CHIRAC

« La sortie du blocage sera difficile », estime M. Jacques Chirac dans son journal *l'Express*, le bi-mensuel *l'Esprit du Libéral*, daté du 1^{er} août, et le gouvernement ne pourra pas vraiment compter sur les syndicats « pour être les clients de garde de sa nouvelle politique d'austérité ». Selon lui, « l'échec du sommet social de Matignon » va contraindre l'équipe Mauroy à instituer « le dialogue des salaires ». M. Chirac estime d'autre part que les mesures d'accompagnement de la dévaluation entraîneront « une régression sensible du niveau de vie (...) tout à fait nouvelle dans l'histoire du pays depuis plus de trente ans ». La chute du niveau de vie « frappera d'abord les cadres, les professions libérales, mais aussi beaucoup de bas revenus » et « tous les revenus supérieurs à 3 300 francs par mois seront touchés ».

La loi sur le blocage des prix et des revenus jugée conforme à la Constitution

Le Conseil constitutionnel a jugé conforme à la Constitution, vendredi 30 juillet, la loi sur le blocage des prix et des revenus.

L'un des griefs soulevés par les députés de l'opposition, qui l'avait saisi après l'adoption de ce texte, concernait l'article 3 relatif au blocage des dividendes et plus précisément l'amende de 20 à 50 F par titre, prévue au cas où les sociétés ne respecteraient pas les dispositions de distribution de ces dividendes. D'une part, le Conseil constitutionnel a estimé qu'aucun principe constitutionnel n'existe pour s'opposer à ce qu'une amende puisse être infligée à une personne morale. D'autre part, les juges constitutionnels se sont prononcés sur l'intervention du législateur dans le domaine réglementaire. Pour les auteurs de la loi, l'institution d'une amende contraventionnelle ne relevait pas du domaine de la loi.

La Haute Assemblée du Palais-Royal a considéré que « la Constitution n'a pas entendu frapper d'inconstitutionnalité une disposition de nature réglementaire contenue dans une loi mais a voulu, à côté du domaine réservé à la loi, reconnaître à l'autorité réglementaire un domaine propre et conférer au gouvernement le pouvoir d'en assurer la protection contre d'éventuels empièvements de la loi ». A ses yeux, on ne saurait « priver de ce que la loi reconnaît au législateur pour soutenir que la disposition critiquée serait contraire à la Constitution ».

Le Bulletin officiel des services des prix daté du 28 juillet publie plusieurs arrêtés aménageant le blocage des prix : variations des prix de certaines matières premières, prix à la production de certains produits saisonniers, prix à la production de produits faisant l'objet de collections et de certains articles textiles, entreprises de ventes par correspondance.

D'autres arrêtés concernent le prix des produits pétroliers, des matériaux de récolte et des emballages légers en bois, des médicaments, de certains produits alimentaires, de certains produits laitiers frais, des prix à la production des corps gras d'origine végétale.

Le président de la C.G.C., M. Jean Menu, « craint une rentrée chaude », ainsi qu'il le souligne dans l'édition de la *Lettre confédérale*, bulletin hebdomadaire de sa centrale. Après avoir énuméré les sujets de mécontentement des différentes catégories sociales (blocage, pouvoir d'achat diminué, impôts...), M. Menu considère que l'addition de ces mécontentements pourrait former « un mélange détonant, que le moindre étincelle suffira à embraser ».

AFFAIRES

EN INFRACTION AVEC LA LOI LANG

Des centres Leclerc continuent de vendre des livres avec des réductions de prix

De notre correspondant

Nantes. — Deux centres distribués par Leclerc de l'agglomération nantaise ont été condamnés par une ordonnance de référé rendue le 22 juin 1982 par le tribunal de grande instance de Nantes sur plainte du syndicat des libraires de Loire-Atlantique, pour avoir vendu des livres avec des réductions sensibles. Depuis le début de l'année en effet et en application de la loi du 10 août 1981 (dite loi Lang), les livres doivent être vendus à un prix unique.

Les responsables des deux magasins ont été frappés d'une amende de 1 200 francs et de 3 000 francs d'astreinte par jour s'ils ne tiennent pas compte du jugement.

Au cours d'une visite à Nantes, le jeudi 29 juillet M. Edouard Leclerc a demandé aux gérants de ces magasins de fournir leur rayon de librairie en pratiquant le double étiquetage, comme cela est devenu la règle dans les hypermarchés du groupe. Les ouvrages proposés aux clients portent deux étiquettes : l'une rose, indique

le prix officiel, le plus cher ; l'autre, orange, donne le prix « Leclerc », le moins cher.

M. Leclerc n'attend pas en rester là. Il a fait appel de tous les jugements prononcés contre les centres affiliés à son groupe et a déposé au Conseil d'Etat un recours en annulation de la loi Lang à laquelle il reproche de restreindre les règles de la concurrence et aussi d'être en contradiction avec la législation européenne.

D'autre part, M. Michel Leclerc, le responsable du secteur de la librairie du groupe commercial qu'anime son père, fait remarquer : « Quand il a fait voter sa loi, M. Jack Lang, ministre de la culture, s'est fixé un délai de dix-huit mois pour en mesurer les incidences. Or l'édition, qui devait bénéficier des nouvelles dispositions, disait-il, est en crise plus que jamais et le tarif des livres a augmenté de 7,6 % au cours du premier trimestre de cette année, c'est-à-dire depuis qu'est appliquée la nouvelle réglementation... »

J.-C. M.

INTERNATIONAL HARVESTER ABANDONNE LA PRODUCTION DE MATERIEL DE TRAVAUX PUBLICS

International Harvester, au bord de la faillite, a annoncé un nouveau plan de redressement. Le groupe américain spécialisé dans la construction de machines agricoles, de matériel de travaux publics, de moteurs et de camions va fermer ou vendre plusieurs usines et abandonner la construction de matériel de travaux publics.

La compagnie, qui est en crise depuis 1980, a perdu 299 millions de dollars (1) au premier semestre 1982. Elle prévoit une perte de 1 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année. Son endettement se chiffre par ailleurs à 4 milliards de dollars.

Le nouveau plan de restructuration, qui devait être présenté aux créanciers ce vendredi 30 juillet vise à rétablir la rentabilité de la firme à partir de 1984. La production de matériel de travaux publics sera abandonnée aux Etats-Unis, au Canada, en France et en R.F.A. Celle des tracteurs et du matériel agricole sera concentrée aux Etats-Unis et au Canada, celle des moteurs maintenant aux Etats-Unis et en Allemagne.

Le plan de restructuration va entraîner aux Etats-Unis la fermeture de trois usines et la vente de deux autres.

(1) 1 dollar vaut environ 6,85 F.

LA RÉGIE RENAULT RACHÈTE UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER A LA LYONNAISE DES EAUX

L'Union financière pour l'industrie et l'énergie-S.M.D. (1) (UFINER), holding du groupe Lyonnaise des eaux, va céder, avec l'accord du Conseil national du crédit, une participation majoritaire dans le capital de sa filiale SOFINER à la SOFEXI (groupe Renault). SOFINER, dont le total du bilan à fin 1981 atteignait 1,5 milliard de francs environ, exerce une activité d'établissement financier de groupe. Par ce rachat, la Régie entend ainsi développer sa capacité de financement vis-à-vis de ses filiales et accroître le montant de ses crédits à l'intérieur de l'encadrement.

La SOFEXI est le principal holding de ses filiales financières. Ses fonds propres s'élevaient l'an dernier à 839 millions de francs.

La cession de cet établissement financier par UFINER entre dans le cadre de la restructuration actuellement poursuivie par le groupe Lyonnaise des eaux. La SOFINER n'ayant plus de raison d'être dans la nouvelle organisation.

(1) S.M.D. : Société marocaine de distribution.

Baisse de la production automobile japonaise au 1^{er} semestre

Les constructeurs japonais ont produit 5,4 millions d'automobiles au cours du premier semestre 1982, soit 3,2 % de moins qu'au premier semestre 1981. La production de voitures particulières a diminué de 1,9 %, celle des poids lourds de 5,3 % et celle des autobus de 41,4 %.

La baisse de la production est due en partie à la chute des exportations. Les onze constructeurs japonais ont exporté au premier semestre 2,8 millions d'automobiles soit 9,5 % de moins que durant la même période de 1981.

En raison de l'application des nouveaux accords d'autolimitation, les ventes japonaises ont diminué de 24,4 % aux Etats-Unis et de 7,2 % en Europe. Mais les constructeurs ont également perdu sur les autres marchés : Toyota, le n° 1, a vu ses exportations diminuer de 41,6 % en Afrique. Malgré une hausse de 2 % de ses ventes au Japon, le constructeur a dû baisser sa production de 3,7 %.

Mais c'est Mitsubishi qui a le plus souffert avec une baisse de production de 9,2 %.

Les quatre frères Willot ont formé tierce opposition au jugement du tribunal de commerce autorisant le 30 juin dernier la conclusion d'un contrat de gérance de la société B.S.F. par la *Cie Boussac-Saint-Frères* pour une durée d'un an renouvelable cinq fois. En conséquence, l'affaire va être renvoyée à la rentrée par le tribunal de commerce de Lille. Les frères Willot contestent notamment les conditions dans lesquelles cette location-gérance a été autorisée.

SOCIAL

DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC

M. Jean Auroux consulte à nouveau les partenaires sociaux

M. Jean Auroux, ministre-délégué chargé du travail, a reçu du 28 au 30 juillet à Paris, les organisations syndicales C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.G.C., et patronales — C.N.P.F. — pour une première consultation concernant l'avant-projet de loi de démocratisation du secteur public. Cet avant-projet, qui précise les droits des travailleurs dans les établissements publics, les sociétés nationales ou mixtes — en particulier l'élection de leurs représentants aux conseils d'administration — avait été mis au point par M. Jean Le Garrec, alors secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public (le Monde du 3 juin 1982).

La nouvelle consultation organisée par M. Jean Auroux, qui reprend le dossier à ses débuts, n'a fait que confirmer les positions des uns et des autres. Si la C.G.T., la C.F.D.T. ou la C.F.T.C., bien que favorables, demandent des précisions, en particulier sur les futurs conseils d'Etat, F.O. juge préférable « d'attendre », pour cette réforme, « qui ne peut que perturber l'activité économique sans pour autant satisfaire les préoccupations des salariés ». Pouvoir d'achat et maintien de l'emploi restent, selon F.O., prioritaires dans les sociétés nouvellement nationalisées. Enfin, F.O., favorable à la désignation des administrateurs salariés, est méfiant sur le principe de leur élection prévu par l'avant-projet. La C.G.C., pour sa part, redoute les effets fi-

cheux de la mise en place de conseils d'atelier pour la marche de l'entreprise et les prérogatives de l'encadrement.

Une nouvelle réunion avec les organisations syndicales est prévue pour la fin août. Le projet de loi pourrait être déposé à l'Assemblée nationale, à la session d'automne. Mais, d'ores et déjà, compte tenu du programme extrêmement chargé de cette session, on peut penser que la démocratisation du secteur public sera débattue à la session suivante, au printemps 1983.

Les élections aux conseils de prud'hommes. — M. Jean Auroux, contrairement à ce que le ministre du travail avait annoncé, n'a pas arrêté sa position sur le report éventuel de la date de clôture des inscriptions aux conseils de prud'hommes, fixée au 31 juillet. On précise que « les maires continueront à recevoir et à enregistrer les inscriptions qui leur ont été envoyées par les entreprises conformément aux textes en vigueur ». Deux standards d'information restent à la disposition des électeurs jusqu'au 3 septembre : 523 25 25 à Paris et (88) 23 09 95 à Strasbourg pour les électeurs du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (tous les salariés de ces départements, grâce à la loi du 6 mai 1982, ayant pour la première fois accès aux conseils de prud'hommes).

MINISTERIO DOS TRANSPORTES E COMUNICAÇÕES

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

1. - OBJET

Le gouvernement de la République du Cap-Vert lance un avis de préqualification, en vue d'un appel d'offres restreint destiné à la fourniture de matériel de transport et de communications. Les travaux de la partie (B) comprendront :

- Construction de trois bâtiments administratifs sur une aire d'environ 1 600 m².
- Construction d'un hangar de transit de 1 620 m².
- Construction de six structures de petite taille : terminal passagers, portillon, bascule automatique, atelier, caserne et toilettes, sur une aire de 700 m².
- Conclusion des sections de la route d'accès au port sur une longueur d'environ 800 m.
- Pavement des aires à l'intérieur du port pour un total d'environ 12 000 m².
- Construction d'un quai d'eau peu profonde, sur une longueur de 86 m pour passagers.
- D'autres travaux auxiliaires divers dont égouts, approvisionnement en eau, éclairage, etc.

Les travaux de la partie (B) seront constitués en un seul lot.

2. - FINANCEMENT

Les travaux de la partie (B) seront financés entièrement par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Il est aussi précisé à titre d'information que la BADEA participera également au financement de la partie (A) du projet, ayant déjà fait l'objet d'une préqualification.

3. - ENTREPRISES APTES A LA PRÉQUALIFICATION

Seules les entreprises ayant une solide expérience dans les domaines constituant la partie (B) du projet seront admises à la préqualification. Les entreprises devront également avoir des références financières attestées par des institutions financières de renom international. Les entreprises déjà préqualifiées pour la partie (A) du projet sont préqualifiées d'office pour la partie (B) du projet. Cependant les travaux faisant l'objet des parties (A) et (B) du projet seront répartis en deux lots (A) et (B).

4. - DÉPÔT DES DOSSIERS

Les dossiers de préqualification comprenant les références techniques et financières des entreprises devront être déposés avant le 31 août 1982, au Ministère des Transports et Communications, P.O.B. 15, Praia, République du Cap-Vert.

MINISTERIO DOS TRANSPORTES E COMUNICAÇÕES

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

1. - OBJET

Le gouvernement de la République du Cap-Vert, par l'intermédiaire du ministère des Transports et des Communications, lance un appel à la préqualification, en vue d'un appel d'offres restreint destiné à la fourniture d'équipements aux ports de Praia, de Mindelo, de Maio et de Brava. L'appel d'offres restreint sera constitué de deux lots composés comme suit :

LOT N° I.

Grue mobile portuaire avec cabine élevée - capacité 80 tonnes-mètres ; camion élévateur à fourche - capacité 2 500 kg/centre de charge 300 mm ; camion élévateur à fourche - capacité 12 000 kg/centre de charge 600 mm ; camion élévateur à fourche - capacité 25 000 kg/centre de charge 1 200 mm ; tracteur de remorquage industriel - 3 000 kg à la barre de traction ; remorque plate-forme - 6 mètres de long ; matériel de maintenance portuaire - divers ; palettes d'entreposage et de manutention portuaire ; pompe anti-incendie - non propulsée.

LOT N° II.

Compresseur à air pour atelier d'entretien ; outils et matériel de station de graissage ; matériel d'atelier de composants électriques ; matériel d'atelier de composants électroniques ; matériel d'atelier de composants mécaniques ; matériel d'atelier de composants hydrauliques ; matériel d'atelier de composants pneumatiques ; matériel d'atelier de composants thermiques ; matériel d'atelier de composants chimiques ; matériel d'atelier de composants métallurgiques ; matériel d'atelier de composants plastiques ; matériel d'atelier de composants céramiques ; matériel d'atelier de composants verres ; matériel d'atelier de composants textiles ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ; matériel d'atelier de composants céramique ; matériel d'atelier de composants verre ; matériel d'atelier de composants textile ; matériel d'atelier de composants bois ; matériel d'atelier de composants papier ; matériel d'atelier de composants caoutchouc ; matériel d'atelier de composants cuir ; matériel d'atelier de composants métal ; matériel d'atelier de composants plastique ;

AGRICULTURE

Le Limousin accueillera en octobre un congrès national sur la filière viande

De notre correspondant

Limoges. - «Rendre optimale l'utilisation de la matière première que constitue l'animal une fois sorti du circuit agricole», tel est le but que se propose le congrès «Viandes et industries» les 6 et 7 octobre prochains à Brive et à Tulle (Corrèze). Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, y rencontrera notamment les présidents nationaux des deux grandes organisations professionnelles de l'agro-alimentaire, MM. Fréjus Michon (Association pour le développement des industries agricoles et alimentaires coopératives) et Francis Lepatre (Association nationale des industries agro-alimentaires), parties prenantes dans l'organisation de ces travaux.

L'initiative de ce congrès revient à l'établissement public régional du Limousin, la cheville ouvrière étant le comité régional. «Le thème retenu, explique-t-on au sein de ce dernier est celui de la filière viandes - bovine, ovine, porcine - dans ses étapes successives : approvisionnement et abattage ; transformation ; distribution ; consommation et utilisation de ce qui

constitue actuellement des déchets ; les marchés. Un débat sera consacré au thème «Offices et filières viandes» qui devraient être en octobre d'une actualité brûlante puisque le parlement devrait alors faire adopter la loi-cadre sur les offices par produit.

Pour le Limousin, l'organisation d'un tel congrès est bien plus qu'une satisfaction de prestige. L'agriculture régionale se consacre essentiellement à l'élevage (bovins et ovins surtout) et n'en tire que très peu de profits économiques. Le développement d'activités d'aval se situe dans la perspective régionale de développement des «filiales» (filiale viande, filiale bois, filiale pierre, etc.) susceptibles de fixer sur place des activités de transformation à plus forte valeur ajoutée et susceptibles de créer des emplois à partir de la matière première régionale. Ce qui explique la mobilisation, au niveau régional, pour l'organisation de ce congrès, des instances agricoles et alimentaires régionales.

GEORGES CHATAIN.

ÉTRANGER

LES DIX SONT A LA RECHERCHE D'UN COMPROMIS SUR L'AUTOLIMITATION DES EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'ACIER

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La C.E.E. éprouve les pires difficultés à formuler son offre aux États-Unis pour la conclusion d'un accord d'autolimitation sur les exportations européennes d'acier. La Commission européenne et les représentants à Bruxelles des États membres doivent se réunir de nouveau, lundi 2 août, pour tenter de mettre au point un compromis avant la négociation formelle qui doit s'ouvrir le lendemain à Washington.

Depuis le 26 juillet, la Commission tâche de concilier les points de vue des maîtres de forges de la Communauté. Les sidérurgistes allemands, qui ne sont pas frappés par les droits compensateurs actuellement appliqués par l'administration américaine sur les aciers français, belges, italiens et britanniques, estiment qu'il ne leur revient pas de faire autre chose qu'un geste symbolique. Or, la Commission a besoin de la contribution allemande pour faire une offre

susceptible d'être acceptée par les Américains. L'idée de M. Davignon, le commissaire européen chargé du dossier, est de ramener, pour autant qu'on puisse s'en vanter, à 5,8 % la part de la C.E.E. pour les onze produits concernés sur le marché américain, contre 6,3 % en 1981, soit une réduction d'environ 300 000 tonnes. Au cours de ses conversations exploratoires avec la commission, il y a quelques semaines, Washington avait demandé le double (600 000 tonnes). Les tergiversations des Dix ont lieu alors qu'une délégation américaine se trouve à Bruxelles depuis jeudi et que M. Olmer, sous-secrétaire au commerce des États-Unis, devait entamer avec la Commission, ce samedi 31 juillet, les travaux préparatoires aux pourparlers la semaine prochaine à Washington.

MARCEL SCOTTO.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 27-7-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	273 326
dont :	
Disponibilités à vue à l'étranger	170 554
ECU	22 405
Avances au Fonds de stabilisation des changes	50 158
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 440
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	184 179
dont :	
Effets acceptés	77 982
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIM	48 277
5) DIVERS	5 298
Total	518 522

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	172 062
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	10 488
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	20 998
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	58 476
dont :	
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	21 973
5) ECU À LIVRER AU RÉGIM	50 049
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR	183 334
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 266
8) DIVERS	5 277
Total	518 522

RÉSIDENTS - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.80.31 (F.N.A.I.M.)

FISCALITÉ

«PAS DE TAXATION DES RÉSIDENCES SECONDAIRES» CONFIRME M. QUILLIOT

Les résidences secondaires ne seront pas taxées pour inciter leurs propriétaires à les louer. M. Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du logement, a clairement exclu cette idée dans une déclaration à FR 3-Auvergne, le vendredi 30 juillet à Clermont-Ferrand, ville dont il est maire.

L'amélioration des capacités d'accueil à la mer ou à la montagne est recherchée, et plusieurs groupes de travail y réfléchissent, a indiqué le ministre. «Mais il n'y a rien dans cette réflexion - que nous creuserons en temps utile - qui aille dans le sens d'une taxation des résidences secondaires ou d'une limitation des droits des propriétaires.

Pour répondre à une polémique très vive dans certains quotidiens, le ministère de l'Urbanisme avait déclaré que le rapport Cambau sur «la banalisation des hébergements touristiques» n'avait pas été remis au gouvernement, ni examiné par l'administration (le Monde du 31 juillet).

Un second communiqué publié le 30 juillet a fait savoir que M. Vincent Cambau, polytechnicien (promotion 1944) et ingénieur général des ponts et chaussées était «détaché» de cette mission et que le groupe de travail composé de fonctionnaires et de professionnels du tourisme qu'il présidait était «dissous».

[Selon les informations dont nous disposons, ce rapport, dont le Monde a publié les conclusions le 28 juillet, avait été diffusé début juillet et même discuté de façon informelle dans les services du premier ministre. Le projet de taxation aurait été dès ce moment écarté.]

CORRESPONDANCE

Haro

M. J. Vidal, de Perpignan, nous écrit, à propos du projet de taxation des résidences secondaires (le Monde du 28 juillet et du 31 juillet) :

Je possède, depuis plusieurs années une résidence secondaire à Canet (Pyrénées-Orientales), au bord de la mer, dont je considère l'usage par moi-même et ma famille comme indispensable pour notre santé physique et notre équilibre.

Cette résidence modeste, j'y ai investi mes économies, alors que d'autres voyagistes, ou placiers leur argent pour du profit. Cette maison, j'y ai beaucoup travaillé pour la terminer en bricolant c'est-à-dire en y passant la plupart de nos week-ends, moi et ma femme, alors que d'autres se reposaient.

Cette maison j'en ai besoin toute l'année et non pendant six semaines comme le propose le rapport Cambau. J'y passe moi-même mes vacances qui ne dépassent pas cinq semaines, mais mes enfants l'utilisent au moins autant pour profiter de l'agrément de la plage. C'est plus à eux qu'à nous que nous songions quand nous avons acheté que puis-je acheter nous-mêmes notre résidence secondaire.

Enfin, dans deux ans, je serai à la retraite et je veux aller passer dans ma résidence secondaire de Canet le temps que je voudrai, tout en gardant mon appartement à Perpignan. Je ne veux absolument pas que cette agence dispose du droit de mettre dans ma maison de Canet qui elle voudra, à condition de payer un loyer dont je ne veux pas, sinon il y a longtemps que j'aurais choisi de louer moi-même un appartement à Canet (...).

Je viens de m'apercevoir, un peu tard, où nous conduit ce gouvernement. J'aurais dû me procurer et mieux lire les cent et quelques propositions de M. Mitterrand. J'y ai aussi beaucoup travaillé pour la terminer en bricolant c'est-à-dire en y passant la plupart de nos week-ends, moi et ma femme, alors que d'autres se reposaient.

■ PRÉCISION. - A la suite des informations parues dans le Monde du 29 juillet et du 30 juillet concernant les nouvelles nominations intervenues au sein de la commission, M. Jean-Paul Elkann, nouveau président du conseil central, tient à préciser qu'il est président des Parfums Givenchy, et non de Givenchy, comme cela a été écrit par erreur.

La société Givenchy S.A., présidée par Hubert de Givenchy, Elle est totalement distincte de la précédente qui est son simple licencié.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPELLEMENT que vous recherchez

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 26 au 30 juillet

Lourde rechute

LES forces ont, ces derniers jours, abandonné la Bourse de Paris. Après trois semaines d'un petit galop d'essai, le marché, repris par ses vieux démons, a brusquement fait volte-face. A l'issue des cinq séances, toutes sans exception ponctuées par un repli des cours, celle de vendredi y compris, malgré le coup de frein enregistré, il avait baissé de 4,5 %. En dehors du fait que la majeure partie de l'avance acquise depuis le 5 juillet a été reperdue, remplaçant les indices CAC et INSEE en dessous de leurs niveaux du 31 décembre dernier, c'est aussi un des bilans hebdomadaires les plus lourds de l'année après celui de la fameuse semaine noire du 14 au 18 juin derniers (dévaluation de franc, plan d'austérité).

Mais faut-il s'en étonner ? Peu nombreuses, les mauvaises nouvelles n'en ont pas moins été d'importance ; à commencer par le quadruplement du déficit commercial annoncé durant le précédent week-end.

Autour de la corbeille, nul ne se berçait de beaucoup d'illusions. Avec la flambée du dollar, les pronostics s'étaient pas optimistes. La réalité s'est révélée pire encore. La semaine s'ouvrait donc déjà pour la Bourse presque sur un état de choc. Pourtant, le marché n'avait quand même pas trop accusé le coup (- 0,6 % de baisse). - Phénomène du fait accompli -, disait-on dans les travées pour expliquer cette résistance très relative.

Sans doute la Bourse se serait-elle lentement remise, si, subitement mise en lumière, la fragilité de la détente observée sur le front des taux aux États-Unis n'avait subitement avivé ses craintes sur une aggravation de la situation économique internationale. C'est Wall Street qui lui a mis la puce à l'oreille. Depuis quelque temps, au palais Brongniart, malgré les avertissements lancés par quelques-uns, ses humeurs n'étaient pas prises très au sérieux. Cette fois, les vives appréhensions manifestées par le New-York Stock Exchange ont paru fondées, s'appuyant d'une part sur les mises en garde de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, à propos des risques encourus par la politique budgétaire inflationniste et, de l'autre, sur les chiffres fournis par le Trésor américain sur ses besoins en argent frais d'ici la fin de l'année, soit près de 100 milliards de dollars. «A moins que les taux d'intérêt ne soient verrouillés, et c'est impossible, ou ne voit pas très bien ce qui les empêcherait de s'élever à nouveau», disaient les spécialistes sous les lambris, en regardant tristement le cours du dollar reprendre de la hauteur par anticipation.

Coincidence : au même moment, le premier ministre lançait dans la presse une publicité sur le thème «les yeux ouverts». «On les garde grands ouverts, ici», ironisaient-ils à la Bourse, «et l'on n'y voit rien en dehors des difficultés accrues que les entreprises, déjà bien mal en point, vont encore rencontrer avec un dollar toujours plus cher». Point de vue que l'INSEE ne démentait pas, l'Institut faisant état dans sa dernière enquête du pessimisme grandissant des industriels pour les prochains mois.

Que, dans ces conditions, le marché ait baissé ne saurait vraiment surprendre, d'autant que des rumeurs venant d'outre-Rhin sur une troisième dévaluation du franc commençaient à circuler. «A prendre avec des pincettes», assurait un gérant de portefeuille.

Il reste que, dans un tel environnement aussi menaçant, nombre d'opérateurs ont préféré prendre leur distance en s'alignant pour ne pas conserver de positions trop chargées. On ne saurait être trop prudent, dans la mesure où les annales conservent le souvenir de mois d'août fort chauds.

Observons, cependant, que la pression des ventes n'a jamais été très forte. Dans l'ensemble, les affaires sont restées calmes. Mais si les craintes ébranlées autour de la corbeille se confirmaient, il pourrait en être tout autrement.

ANDRÉ DESSOT.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 28 juillet	Cours 30 juillet
Or fin (100 onces)	78 000	74 700
Or fin (100 onces)	77 800	74 500
Pièces françaises (200 g.)	600	610
Pièces françaises (100 g.)	440	355
Pièces françaises (50 g.)	330	305
Pièces françaises (20 fr.)	530	505
Pièces françaises (20 fr.)	510	514
Pièces françaises (20 fr.)	580	681
Pièces françaises (20 fr.)	610	613
Pièces françaises (20 fr.)	734	680
Pièces françaises (20 fr.)	735	322
Pièces de 20 dollars	2 727	2 855
Pièces de 10 dollars	1 342,5	1 435
Pièces de 5 dollars	761,25	761,25
Pièces de 50 pesos	380	3 200
Pièces de 20 marcos	600	590
Pièces de 10 marcos	612	525

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Le Japon s'ouvre aux emprunteurs français

Deux débiteurs français, le Crédit foncier et le Crédit lyonnais ont saisi l'occasion de diversifier leurs emprunts au Japon, depuis que le ministre des finances de l'empire du Soleil Levant a décidé, pour des raisons économiques et politiques, d'internationaliser la place de Tokyo.

C'est sous une forme originale que le Crédit foncier de France, sous la garantie de la République française, va lever 180 millions de dollars. L'opération est présentée en trois parties. La première est un crédit bancaire de 15 milliards de yens d'une durée de dix ans, avec cinq ans de franchise, dont le taux d'intérêt sera celui du taux de base bancaire à long terme en vigueur au Japon, soit l'addition d'une marge de 1 % au taux sur les certificats de dépôt japonais à trois mois. La seconde partie comprend un euro-crédit bancaire de 60 millions de dollars, d'une durée de dix ans avec une franchise aussi de cinq ans, dont l'intérêt sera composé d'une marge de 0,375 % venant s'ajouter au taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars.

La troisième enfin, d'un montant de 60 millions de dollars, est une euro-emission obligataire à taux variable d'une durée de huit ans porteuse d'un intérêt où une marge de 0,25 % viendra s'ajouter au taux interbancaire, offert sur les dépôts en eurodollars entreposés à Singapour (Sibor).

L'originalité du triptyque offert par le Crédit foncier est multiple. D'une part, c'est la première fois que les banques étrangères implantées au Japon vont largement participer aux côtés d'établissements japonais dans un crédit en yens. C'est aussi la première fois qu'un crédit de ce type se présente avec un taux d'intérêt basé sur deux formules. Jusqu'à maintenant les crédits en yens étaient toujours du type à base bancaire à long terme au Japon qui est actuellement de 8,4 % par an. En ajoutant la possibilité d'utiliser le taux sur les certificats de dépôt en yens qui est d'environ 7,10 %, l'opération du Crédit foncier présente une plus grande souplesse. Enfin c'est bien évidemment le crédit en yens qui permet à l'emprunteur d'obtenir son euro-crédit en dollars des capitaux à long terme dotés de conditions qui, sur la base du Libor, sont maintenant pratiquement impossibles à obtenir tellement elles sont avantageuses pour le débiteur.

Paribas avec la banque japonaise Sumitomo, qui ont toutes deux mis au point l'ensemble de la transaction du Crédit foncier, la dirigent conjointement.

C'est également dans le cadre d'une opération asiatique où l'accent est mis sur le marché japonais que le Crédit lyonnais entend drainer 200 millions de dollars. Ceux-ci sont levés par le truchement d'une transaction exclusivement euro-obligataire. L'emprunt à taux variable aura une durée de onze ans et demi, mais les porteurs pourront en demander le remboursement anticipé au pair à la fin des huitième et dixième années. Le taux d'intérêt sera l'addition d'une marge de 0,25 % au taux du Libor. Le Japon et l'Extrême-Orient ont favorablement accueilli l'émission de Crédit lyonnais.

Aussi, les européennes tout comme les asiatiques ont montré leur intérêt pour la présente transaction. Celle-ci sera du reste cotée aussi bien à la Bourse de Luxembourg qu'à celle de Singapour.

45 dollars la pièce. Ce succès s'explique aisément. Il y a une forte chance que les taux d'intérêt finissent par se détendre notablement au cours des trois prochaines années. Aussi, le warrant qui permet d'acheter une obligation porteuse d'un intérêt annuel de 13 % jusqu'en 1987 est plein de promesses. Les euro-obligations de 5 000 dollars se traitaient pour leur part avec une prime vendredi d'environ 1,5 %.

La Banque de développement de Singapour (D.B.S.), établissement qui appartient pour 48 % au gouvernement de Singapour, a elle aussi choisi d'offrir des warrants détachés de l'émission de 75 millions de dollars qu'elle a lancée cette semaine. L'euro-emprunt, d'une durée de sept ans, est proposé au pair avec un coupon annuel de 15,50 %. Simultanément, la D.B.S. a émis 75 000 warrants à un prix unitaire de 36 dollars qui sont accessibles à raison de 5 pour chaque euro-obligation de 5 000 dollars. Pendant les deux premières années, chaque warrant permettra l'acquisition d'une obligation supplémentaire de 1 000 dollars à sept ans qui sera alors émise au pair avec un coupon annuel de 14,375 %. La ruée sur les warrants D.B.S. a tout d'abord poussé leur prix à 43 dollars. Il s'est par la suite replié sur des prix de bénéfices aux environs de 40 dollars.

L'opinion du marché euro-obligataire demeure divisée sur l'évolution réelle des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'activité s'est sensiblement ralentie. Alors que 1,3 milliard de dollars d'euro-emissions nouvelles à taux fixe avait vu le jour la semaine précédente, le montant lancé depuis lundi est resté au-dessous de 450 millions. Outre les emprunts mentionnés ci-dessus, les deux warrants D.B.S. ont été relancés par la suite par le Crédit lyonnais et le Crédit foncier.

Un jeu qui s'apparente davantage à celui qu'on pratique dans les casinos qu'aux règles généralement admises en matière d'investissement, se développe actuellement sur le marché euro-obligataire. En offrant parallèlement à une euro-emission d'obligations des warrants qui n'y sont pas attachés, les possibilités de gain sont telles que la fièvre qui saisit le marché ressemble étrangement à celle du joueur cher à Dostoïevski. C'est un euro-emprunt de 100 millions de dollars lancé sur le marché par I.B.M. qui a déclenché la frénésie des opérateurs. D'une durée de cinq ans, il est proposé en souscription publique à un prix de 99,75 avec un coupon de 13,675 % pour donner aux investisseurs un rapport de 13,95 % par an. Chaque euro-obligation I.B.M. a une valeur nominale de 5 000 dollars. En même temps, l'emprunteur qui émet séparément 100 000 warrants les offre à un prix unitaire de 25 dollars à raison de 5 par obligation. Chaque warrant permettra d'acquiescer pendant les trois ans à venir une euro-obligation supplémentaire I.B.M. de 1 000 dollars et d'une durée de cinq ans qui sera émise au pair avec un coupon annuel de 13 %. Les warrants se sont de suite arrachés à

A tout va

Un jeu qui s'apparente davantage à celui qu'on pratique dans les casinos qu'aux règles généralement admises en matière d'investissement, se développe actuellement sur le marché euro-obligataire. En offrant parallèlement à une euro-emission d'obligations des warrants qui n'y sont pas attachés, les possibilités de gain sont telles que la fièvre qui saisit le marché ressemble étrangement à celle du joueur cher à Dostoïevski. C'est un euro-emprunt de 100 millions de dollars lancé sur le marché par I.B.M. qui a déclenché la frénésie des opérateurs. D'une durée de cinq ans, il est proposé en souscription publique à un prix de 99,75 avec un coupon de 13,675 % pour donner aux investisseurs un rapport de 13,95 % par an. Chaque euro-obligation I.B.M. a une valeur nominale de 5 000 dollars. En même temps, l'emprunteur qui émet séparément 100 000 warrants les offre à un prix unitaire de 25 dollars à raison de 5 par obligation. Chaque warrant permettra d'acquiescer pendant les trois ans à venir une euro-obligation supplémentaire I.B.M. de 1 000 dollars et d'une durée de cinq ans qui sera émise au pair avec un coupon annuel de 13 %. Les warrants se sont de suite arrachés à

Les devises et l'or

Nette remontée du dollar, repli du métal précieux

Le dollar remonte; l'or redescend. Ce phénomène de bascule a encore pu être observé cette semaine. En ce qui concerne la monnaie américaine, dont le cours avait fortement fléchi la semaine dernière, revenant, à Paris, de 6,90 F à 6,67 F environ, le coup d'arrêt donné à la baisse des taux d'intérêt (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire ») a déclenché une reprise immédiate. Par étapes, le dollar s'est hissé à 6,74 F puis 6,78 F, et enfin 6,83 F à la veille du week-end, après avoir touché 6,86 F.

Ce raffermissement brutal n'a pas laissé d'inquiéter les Européens, qui espèrent bien - et espèrent toujours - voir redescendre le cours du « billet vert », dont les cabriolets continuent à cher à leur balance commerciale, alourdie par la facture du pétrole : le déficit record enregistré

par la France en juin est là pour le prouver.

Il est vrai que, pour beaucoup d'observateurs, la baisse éventuelle du dollar serait contrecarrée par une réduction du taux d'intérêt des parlements européens, comme vient de le faire la Grande-Bretagne.

An sein du Système monétaire européen, où la lire italienne caracole toujours en tête - la saison touristique bat son plein et les devises rentrent - le franc français est en deuxième position, et le mark en dernière.

Notre confrère, le très sérieux *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (le *FAZ*), très lu par les milieux d'affaires allemands, n'a pas hésité à écrire, en début de semaine, qu'une troisième dévaluation du franc était « inévitable », afin de rétablir l'équilibre de la balance commerciale française (13,3 milliards de francs en juin), l'excédent de la balance commerciale germanique étant à peu près du même ordre. Les mauvais esprits ajoutent que la persistance d'un différentiel d'inflation non négligeable entre la France et l'Allemagne posera à nouveau des problèmes. Nous laissons toutefois à notre confrère d'outre-Rhin la responsabilité de ses opinions : pour l'instant, le franc se tient bien vis-à-vis du mark, dont le cours se maintient un peu au-dessus de 2,78 F, tout près de son plancher de 2,7709 F.

Sur le marché de l'or, la remontée du dollar et le coup d'arrêt donné à la détente des taux américains a fait reculer le cours de l'once, ramené de 368 dollars à 345 dollars environ. F.R.N.

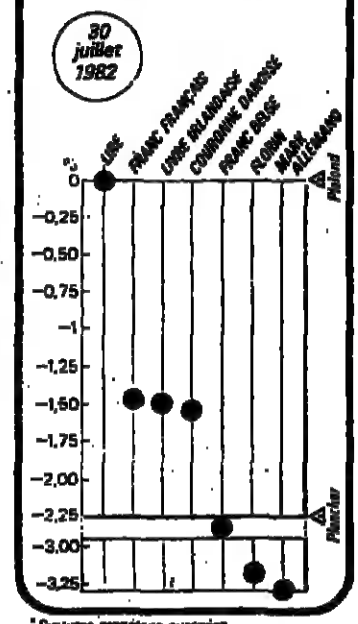
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 30 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEIL	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Franc belge	Mark
Londres	1,7405	-	14,6339	47,9964	48,7080	2,1326	26,8129	8,0726	-	-	-
New-York	1,7630	-	14,9608	48,3827	49,7014	2,1857	27,6264	8,0740	-	-	-
Paris	11,8019	6,8228	-	327,93	278,25	14,9713	351,91	4,9624	-	-	-
Bruxelles	11,7634	6,8725	-	328,59	278,25	14,9846	351,12	4,9425	-	-	-
Zurich	3,6263	2,0835	36,4785	-	84,7985	4,4433	76,8979	1,5141	-	-	-
Frankfurt	3,5789	2,0289	36,3484	-	84,4433	4,4262	76,2137	1,5089	-	-	-
Bratislava	4,0330	2,4578	35,9404	117,92	-	5,2399	98,4672	1,7856	-	-	-
Madrid	4,2276	2,3980	35,9385	118,41	-	5,2415	98,2622	1,7763	-	-	-
Amsterdam	81,6139	46,8980	8,6827	21,5053	19,8942	-	17,2611	3,4077	-	-	-
Stockholm	86,6572	45,7980	8,6655	21,5975	19,8783	-	17,2186	3,3888	-	-	-
Copenhague	4,7289	2,7145	29,7985	137,38	116,56	5,7933	-	1,9742	-	-	-
Oslo	4,6842	2,6370	29,8281	131,28	114,80	5,8076	-	1,9681	-	-	-
Helsinki	2394,92	1376,80	281,37	666,42	568,83	29,3452	596,57	-	-	-	-
Tokyo	238,85	135,88	282,32	666,66	569,56	29,3881	598,09	-	-	-	-
Manila	446,95	246,00	37,5829	123,25	104,51	5,4766	94,5334	8,1866	-	-	-
Calcutta	438,42	248,25	37,3548	123,08	103,94	5,4408	93,8088	8,1846	-	-	-

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 mai, 2,5316 F contre 2,5556 F le vendredi 14 mai.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



Marché monétaire et obligataire

Coup d'arrêt à la baisse des taux aux Etats-Unis

C'était trop beau pour durer ! A moins que ce ne soit un accident de parcours... Engagée avec vigueur la semaine dernière avec une réduction du taux d'escompte officiel (11 1/2 % contre 12 %) et des déclarations rassurantes de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, la baisse du taux aux Etats-Unis a subi, cette semaine, un coup d'arrêt. Sans doute, les banques ont-elles ramené de 16 % à 15,50 % leur taux de base (prime rate) au plus bas (1) depuis novembre 1980. Mais le taux des eurodollars à six mois, qui était revenu de 15 % à un peu plus de 13 1/2 %, remontait légèrement au-dessus de 14 % à la veille du week-end, et le taux de l'argent au jour le jour entre banques, tombé à 10 1/2 %, est repassé à près de 12 %.

Assurément, l'échec de fin juillet est-elle chargée, avec des renouvellements de crédits en eurodollars (tous les six mois, les fameux roll over). La véritable raison du coup d'arrêt donné à la baisse est ailleurs. Tout d'abord, la diminution de 100 millions de dollars de la masse monétaire, annoncée à la veille du week-end du 25 juillet, a déçu : les milieux financiers attendaient 1 à 2 milliards de dollars. Ensuite, et surtout, la perspective d'un déficit budgétaire accru et d'une augmentation des emprunts du Trésor pour combler ce déficit a fait remonter les inquiétudes sur l'évolution du taux, que certains voient remonter inexorablement. Les experts du Congrès américain estiment que ledit déficit budgétaire pour l'exercice 1983 se situera entre 140 et 150 milliards de dollars, et non pas 105 milliards comme le prévoit la Maison Blanche. Avalisant, en quelque sorte, la déclaration pessimiste des experts, M. Paul Volcker, toujours très discret devant la commission budgétaire du Sénat, a déclaré que pour combler ce déficit (140 à 160 milliards de dollars pendant les trois prochains exercices), le Trésor devrait faire très largement appel au marché des capitaux. Effectivement, ce dernier vient de faire connaître des emprunts de 100 milliards de dollars pour le second semestre de 1982, dont 50 milliards, au lieu des 37 initia-

ment prévus. M. Volcker pense, toutefois, que les appels du Trésor pourront être satisfaits sans compromettre les chances d'un nouveau recul des taux d'intérêt et d'une reprise de l'économie. C'est l'avis de certains experts, pour qui la réduction des crédits accordés aux entreprises fera de la place aux emprunts publics.

En Europe, la Banque d'Angleterre a donné le signal d'une nouvelle réduction du taux de l'argent, les banques britanniques ramenant leurs taux de base de 12 % à 11 1/2 %. C'est la neuvième réduction depuis l'automne 1981, époque à laquelle ce taux avait été porté à 16 %.

En Belgique, la Banque nationale a diminué de 0,5 % son taux d'escompte, ramené à 13,50 %. Il avait été relevé de 13 % à 14 % en avril dernier pour défendre un franc belge, qui se porte mieux actuellement.

En France, la Banque de France a observé le statu quo : elle a alimenté le marché à hauteur de 20 milliards de francs au taux inchangé de 14 3/4 %, le taux de l'argent au jour le jour restant stable à 15 %. Il est vrai que la Banque fédérale d'Allemagne a maintenu son taux cette semaine.

Un calendrier des obligations toujours chargé

Le marché obligataire français est toujours chargé, avec un risque d'indigestion non négligeable (et non pas « d'indignation », comme une coquille nous l'a fait écrire la semaine dernière). En haut lieu, on « force les feux », sans chômage estival : M. Jacques Delors aimerait que le montant collecté soit de 160 à 180 milliards de francs, contre 106 à 111 milliards de francs en 1980 et 1981. Au balo du lundi 2 août, deux émissions seront lancées officiellement. La SAPAR, « sous-marin » d'E.D.F. (et non pas « sous-main »), autre coquille de la semaine dernière, lève 1 milliard de francs sur neuf ans et six mois, avec un taux variable indexé sur la moyenne des taux des emprunts du secteur public

(T.M.O.). La Compagnie bancaire appelle 600 millions de francs à taux fixe, 16,90 % nominal et 17,40 % en rendement actuariel brut, d'une durée de dix-huit ans à « fenêtres », c'est-à-dire des possibilités de « sortie » par remboursement, la septième, dixième et quatorzième année, au gré de l'émetteur ou du souscripteur.

L'accueil réservé à ces deux émissions a été fort inégal. Celle de la SAPAR a été accueillie mollement au départ, un peu mieux par la suite. C'est que le marché trouve sa durée trop longue, et attendait huit ans, alors que le Trésor souhaitait dix ans : ou a transigé à neuf ans et demi.

L'emprunt de la Compagnie bancaire, en revanche, a été très vivement recherché, les investisseurs institutionnels se ruant littéralement. Indépendamment du taux de départ élevé (les émissions à taux fixe de secteur privé sont rares), les prêteurs ont été attirés par le dispositif à « fenêtres ». Ainsi, le remboursement au bout de sept ans sur l'initiative de l'émetteur donnerait un rendement de 18,56 % (16,61 % seulement au gré du souscripteur). Ajoutons que le montant de 600 millions de francs a été jugé très réduit, le marché étant prêt à absorber bien davantage d'un produit fort prisé, d'autant que la jouissance part du 1^{er} juillet et le règlement est effectué au 2 septembre.

Pour la suite du mois d'août, il est prévu des emprunts de banques casés, pour la plus grande part, dans leurs réseaux : la Société générale pour 1 à 1,2 milliard de francs (taux fixe et surtout T.M.O.), puis la C.I.C. ou le C.C.F., et, sans doute, les communautés urbaines. Sur le front des rendements du marché secondaire en Bourse, c'est le grand calme. Les emprunts d'Etat à plus de sept ans donnent 15,63 % contre 15,66 % (et non 15,04 % contre 15,11 % comme indiqué par erreur la semaine dernière). Le taux est de 15,09 % contre 15,04 % pour ceux à moins de sept ans, de 16,05 % (inchangé) pour les emprunts du secteur public et de 17,16 % contre 17,22 % pour ceux du secteur privé.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Recul du cuivre, hausse de l'étain et du café

La détente des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Europe va-t-elle se confirmer ? La reprise économique est-elle proche ? Deux questions, complémentaires, qui ont continué de hanter l'esprit des opérateurs sur les marchés de matières premières cette semaine. L'évolution des cours prouve qu'ils y apportent des réponses non exemptes de craintes.

Premières victimes de la morosité ambiante, les métaux. A l'exception toutefois de l'étain favorisé par des facteurs spécifiques.

MÉTALX. - Recul du cuivre dans le sillage des métaux précieux. La reprise des négociations à la mine canadienne de Noranda, paralysée par une grève depuis treize semaines et la nouvelle hausse de la production zambienne en mars ont contribué à l'alourdissement de la tendance. L'hypothèse de voir la Chine demander la livraison effective des contrats à terme qu'elle aurait acquis ces dernières semaines a toutefois limité la baisse.

Faiblesse également du plomb, du zinc, de l'aluminium et du nickel. Dans ce dernier cas, on estime que l'U.R.S.S. a vendu 40 millions de livres-poids de métal affiné à des prix de dumping sur les marchés occidentaux au cours du premier trimestre, afin de se procurer les devises fortes dont elle a un besoin vital. En revanche, l'étain s'est bien comporté à la suite d'achats au comptant du stock régulateur qui se sont traduits par une prime du cours au comptant sur le terme.

Les métaux précieux ont repris leur glissade. Pour la firme de courtage new-yorkaise J. Aron & Co., l'évolution des cours de l'argent dépend dans une grande mesure de la politique monétaire du Federal Reserve Board, une attitude plus dure dans la lutte contre l'inflation pouvant provoquer une déflation des cours.

CAOUTCHOUC. - Les cours sont restés déprimés. Selon les courtiers londoniens Landell Mills Com modities, une importante erreur de

planification de l'industrie chinoise qui s'est traduite par une forte baisse de ses importations de caoutchouc naturel l'année dernière est à l'origine du repli.

DENRÉES. - L'attente d'une nouvelle réduction de 8 % des quotas d'exportation de l'organisation internationale du café a favorisé les cours de cette denrée. Pour les négociants ouest-allemands Bernhard Rothfuss, les cours seront encore plus difficiles à régulariser durant la prochaine année de l'organisation internationale commençant le 1^{er} octobre.

La réduction par Gill and Duffus de son estimation de l'excédent mondial de la saison 1981-1982 de

88 000 à 84 000 tonnes n'a pas eu d'effet favorable sur le cacao. En revanche, l'estimation d'un excédent mondial de 5 millions de tonnes en 1982-1983 et de stocks records en août 1983 par la firme Sucres et Denrées venant s'ajouter à l'annonce d'une visite de cabinet historique de 8,21 millions de tonnes pour la saison 1981-1982 a pesé sur les cours du sucre.

CÉRÉALES. - Les marchés des céréales se sont montrés irréguliers. Vendredi, le président Reagan a autorisé l'ouverture de négociations en vue de l'extension pour un an du contrat de livraisons de céréales américaines à l'Union soviétique. Cette décision devrait soutenir les cours la semaine prochaine.

LES COURS DU 30 JUILLET 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 834,50 (886,50) ; à trois mois, 847 (896) ; étain comptant, 6 688 (6 230) ; à trois mois, 6 670 (6 365) ; plomb, 301,50 (318) ; zinc, 404,50 (415) ; aluminium, 531 (556) ; nickel, 2 825 (2 845) ; argent (en pence par once troy), 380 (406,50) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 68,40 (66,90) ; argent (en dollars par once), 6,64 (6,97) ; platine (en dollars par once), 276,80 (312) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 55,50 (56,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 350-370 (360-370) ; Panna : étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,15).	TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 68,40 (71,40) ; décembre, 70,85 (73,45) ; - Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 365 (373) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 245 (258) ; - Roubaix (en francs par kilo), laine, 44,40 (44,50).	CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 49,50-51,50 (50-51) ; - Panna (en cents des Détroits par kilo) : 197,50-197,75 (196,75-197,25).	DENRÉES. - New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne, septembre, 1 410 (1 447) ; décembre, 1 475 (1 507) ; sucre, septembre, 7,50 (7,92) ; octobre, 7,75 (8,09) ; café, septembre, 127,50 (124,75) ; décembre, 117,50 (116) ; - Londres (en livres par tonne) : sucre, octobre, 113,20 (116,15) ; janvier, 118 (120,60) ; café, septembre, 1 156 (1 120) ; novembre, 1 040 (1 017) ; cacao, septembre, 894 (904) ; décembre, 931 (945) ; - Paris (en francs par quintal) : cacao, septembre, 1 055 (1 055) ; décembre, 1 105 (1 118) ; café, septembre, 1 410 (1 360) ; novembre, 1 295 (1 255) ; sucre (en francs par tonne), octobre, 1 465 (1 470) ; décembre, 1 465 (1 475) ; tourteaux de soja. - Chicago (en dollars par tonne), août, 175,50 (179,50) ; septembre, 175,50 (179,80) ; - Londres (en livres par tonne), août, 125,40 (124,30) ; octobre, 125,70 (126,40).	CÉRÉALES. - Chicago (en cents par bushel) : blé, septembre, 343 (348 1/2) ; décembre, 366 (370 1/4) ; maïs, septembre, 246 1/4 (257 1/2) ; décembre, 252 (258 1/4).	INDICES. - Moody's, 993,80 (1 011,40) ; - Reuter, 1 542 (1 556,80).
---	---	---	--	---	---

